



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-11-1/2022-11-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mardi 1^{er} novembre.

La METTELSAT annonce de fortes pluies sur la ville de Kinshasa. « Nous sommes pendant la saison des pluies. Et nous l'avons annoncé : nous aurons de fortes pluies, qui pourront même entraîner des inondations dans certains quartiers de la ville », a affirmé l'agence nationale de météorologie et de télédétection par satellite. Elle demande à la population de prendre des dispositions nécessaires pour se protéger face à cette série d'averses. La semaine dernière, la ville de Kinshasa a enregistré notamment des cas de décès et d'importants dégâts matériels, des inondations et une avancée importante des têtes d'érosions à la suite des pluies diluviennes.

Beni : les communautés de Bashu appelées à l'unité pour pacifier leur entité. « La plus grande chose qui peut aider à sortir de cette crise sécuritaire : la communauté doit être soudée, unie et indivisible en parlant un même langage. Malgré même cette crise sécuritaire, on peut faire quelque chose dans le développement », a déclaré le coordonnateur de l'Amicale des Journalistes de Bashu. A travers ce forum, il a également voulu amener les habitants de Bashu à relancer leurs activités de développement dans ce coin du pays.

Maniema : l'ASBL « Génération Tshisekedi » appelle à la tenue de l'élection du gouverneur. Cette organisation citoyenne a lancé cet appel une semaine après que le Conseil d'Etat a suspendu le processus d'élection dans cette province. Son coordonnateur, a indiqué que la population attend voir sa province être dotée d'une autorité légalement élue. Vendredi dernier, une centaine de personnes a manifesté dans les rues de Kindu, chef-lieu de la province, pour la même cause.

Réaménagement au Kasai-Oriental : le ministre provincial des Mines perd son poste. Cependant, aucun motif de ce remplacement n'a été communiqué à la presse. Selon un document publié sur la toile, le ministre déchu aurait autorisé sans qualité, la sortie de la province de près de 15 tonnes de cuivre pour la vente à Lubumbashi. Contacté, le ministre des Mines remplacé s'est réservé de tout commentaire.

Rutshuru : la population vit difficilement dans les entités sous occupation du M23, ont affirmé mardi 1er novembre, des sources sur place. Elles ont révélé que la reprise timide des activités économiques à Kiwanja et Ruthuru, où depuis deux jours, seules deux boutiques ouvrent leurs portes. Paniqués, les agriculteurs de cette contrée ne fréquentent que les champs les plus proches pour glaner quelques grains de haricots pour leurs familles.

Et, ils peinent à se s'approvisionner en produits de subsistance. Les véhicules ne circulent pas sur la route nationale Goma-Rutshuru-Lubero, étant coupée, au niveau de Mabenga, au Nord et Rugari au Sud. Nos sources

évoquent quelques inquiétudes des populations dans l'enclave de Vitshumbi à la suite de l'afflux de militaires Fardc dans la zone. D'autres inquiétudes sont aussi notées dans le groupement Binza, occupé, jusqu'à présent à moitié par les rebelles, mais où plusieurs positions militaires ont été dégarnies de leurs occupants. **Rutshuru : plaidoyer pour la reconquête de la chefferie de Bwisha.** Les chefs de 7 groupements de la chefferie de Bwisha, ont plaidé, le 31 octobre, pour que les Fardc récupèrent le contrôle de leur entité. Toute la chefferie de Bwisha est occupée par le M23. Les chefs des groupements de Rutshuru ont été évacués à Goma, où ils séjournent. **Nord-Kivu : 12 journalistes de Kiwanja et Rutshuru se déplacent à Goma grâce à la Monusco.** Ces journalistes font partie de la première vague de cet espace occupé par le M23 à trouver refuge à Goma, sur ceux déjà identifiés par la Monusco. Sur les 5 radios installées à Rutshuru-centre, une seule est restée, après l'occupation du M23. Il s'agit de la Radio communautaire Horizon dont le directeur, indique qu'il ne fait que jouer de la musique et prendre en relai les éditions d'informations de radio Okapi, Top Congo et RFI. **Combats Fardc-M23 : toujours pas de reprise de trafic sur la route Goma-Rutshuru-Lubero.** Dans les principales agglomérations de cette entité, occupées depuis quatre jours par les rebelles du M23, les activités socioéconomiques peinent à redémarrer, selon des sources locales. Dans l'enclave de Vitshumbi, en plein parc national des Virunga au Nord du territoire, l'inquiétude gagne la population locale ; à la suite notamment d'un afflux des militaires Fardc dans la zone. Même constat dans le groupement de Binza, nord-est du territoire de Rutshuru. Dans la partie sud, certains redoutent une infiltration des rebelles.

L'Union sacrée appelle les Congolais à se mobiliser contre l'agression rwandaise. Les regroupements, partis politiques, associations et personnalités membres de cette plate-forme politique ont lancé cette invitation à l'issue d'une réunion à Kinshasa. Autour du président de l'Assemblée nationale et du Premier ministre, ils ont condamné l'agression, les tueries barbares ainsi que les massacres du Rwanda, dans le territoire de Rutshuru. Ils ont également fustigé l'indifférence de la communauté internationale face aux atrocités que fait subir le Rwanda et ses complices aux populations de l'Est du pays, en violation des principes fondamentaux du droit international.

Bunia : 3 ambassadeurs font le suivi de la réparation au profit des victimes de procès Lubanga et Katanga. L'objectif de leur mission est de s'imprégner des modalités de mise en œuvre des ordonnances de réparation sur le terrain au profit des victimes, notamment dans les dossiers de Germain Nkatanga et de Thomas Lubanga, ainsi que de l'impact de tous les projets réalisés au profit des victimes dans cette province pour la consolidation de la paix. Selon le bureau du Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale (CPI), plus de vingt-trois mille victimes directes en Ituri ont déjà bénéficié des activités financées par cette institution internationale. Le Fonds au profit des victimes a mis en place depuis 2008 en RDC divers programmes qui ont pour but de fournir aux victimes des crimes commis par les anciens leaders des groupes armés, dont Thomas Lubanga et Germain Katanga, un accompagnement holistique sous forme d'activités génératrices de revenus et de soutien à la réconciliation et à la consolidation de la paix.

Kongo Central : manifestation des motocyclistes contre l'insécurité à Kisantu, pour dénoncer des cas d'attaques et d'extorsion qu'ils subissent de la part des bandits armés. Se promener la nuit à Kisantu, est également devenu dangereux à cause de l'activisme des bandits armés. Ils appellent ainsi les autorités compétentes à tout mettre en œuvre pour renforcer la sécurité dans le territoire de Madimba.

Bandundu : 5 écoles publiques bénéficient de bancs pupitres. Chacune de ces écoles a droit à vingt bancs, dans le cadre de la campagne nationale du FPEF dénommée « pas une école sans banc ». Le ministre provincial de l'EPST/Kwilu, a expliqué que ces bancs pupitres constituent une rétrocession en termes du produit minerval que les élèves du secondaire paient.

Kindu : lancement du projet « Éducation environnementale en milieu scolaire ». Financé par GIZ-PIREDD/Maniema, ce projet sera exécuté dans la ville de Kindu, dans la chefferie de Bangengele et dans le secteur de Balanga (territoire de Kailo). Le projet consiste à créer la synergie entre les élèves et enseignants afin de rehausser leur niveau des connaissances, leur prise de conscience pour une bonne gestion de la biodiversité dans la province du Maniema en général et dans le particulier dans le territoire de Kailo et ville de Kindu, a expliqué le président du conseil d'administration de cette organisation. Il dit avoir constaté sur terrain des effets de changements climatiques : « Il y a les insectes qui envahissent les plantes, il y a même perturbation des saisons pour les plantules des semences. Tout ça, ça complique. Il y a même disparition des espèces fauniques ». Raison pour laquelle, l'ONG a élaboré ce projet qui vise le changement de comportement de la génération future, incarnée par les élèves des écoles primaires et secondaires.

Goma : reprise des activités socio-économiques après les manifestations anti-Rwanda. Hormis les écoles et quelques institutions universitaires, toutes les autres activités ont repris normalement mardi 1er novembre à

Goma (Nord-Kivu). Les banques, les stations-services, marchés magasins et boutiques ont ouvert leurs portes. A la grande comme à la petite barrière, la traversée est fluide comme à l'accoutumée. Les colporteurs et autres marchands ambulants communément appelés « Chora-chora », qui traversent quotidiennement la petite barrière pour s'approvisionner au Rwanda comme en RDC, ne sont pas en reste. Ils vaquent librement à leurs occupations.

Mercredi 2 novembre.

La société civile de Beni exige la fin des opérations conjointes Fardc-UPDF. Cette structure estime que ces opérations dites « Usujaa » n'ont pas réussi à ramener la paix jusque-là et sont improductives sur terrain. Elle exige même la rupture des relations diplomatiques avec tous les pays considérés comme agresseurs, notamment, le Rwanda et l'Ouganda compte tenu de leur soutien avéré aux rebelles du M23. Le président de la société civile dit voir « la main de l'armée ougandaise et celle de l'armée rwandaise » dans l'instabilité actuelle du territoire de Rutshuru : « de l'autre côté dans le Rutshuru l'Ouganda appuie le M23 au même titre que le Rwanda ».

Kananga : plus de 300 jeunes formés sur l'entrepreneuriat par Kivu Entrepreneurs. Cette organisation basée à Goma est un incubateur des startups en RDC. Le but de cette formation est de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et les aider à concrétiser leurs projets de création d'entreprise. Kivu Entrepreneurs comme structures d'accompagnement, est aussi le pont entre l'entrepreneur et ceux qui apportent les financements.

Kindu : le boulevard Joseph Kabila de nouveau accessible par ses deux voies. Après 30 jours de travaux, l'Office des voiries et Drainage a autorisé le passage sur la deuxième bande du boulevard Joseph Kabila de Kindu (Maniema). Cette voie avait été fermée à cause d'une buse créée par les eaux de pluie qui s'était abattue le 21 avril sur cette ville. l'OVD a bouché cette buse avec du béton armé pour assurer la durabilité de la route à cet endroit.

Tanganyika : l'armée rétablit la sécurité sur l'axe Kalemie-Kabimba, longue de 60 km. Des bandits armés ont semé la terreur sur cet axe. Les malfrats arrachaient de l'argent, des téléphones et autres biens de valeurs. « Il y a trois positions militaires sur ce tronçon. Le calme est revenu, tout le monde se déplace. Les usagers de cette route confirment qu'ils voyagent désormais en toute quiétude.

Sud-Kivu : la société civile appelle la population à soutenir les Fardc contre le M23. « La nouvelle agression dont est victime notre pays ne cesse de prendre d'ampleur du jour au lendemain. Face à cette énième agression, l'heure est à la mobilisation générale et tous azimuts. C'est une façon d'exprimer avec force notre condamnation totale de cette énième agression du Congo par ses voisins le Rwanda et l'Ouganda ». La société civile du Sud-Kivu a également fustigé « l'hypocrisie de la communauté internationale » qui, selon elle, abuse de la bonne foi des autorités congolaises. Elle a en outre mobilisé la population congolaise « pour une défense collective du pays et cela par tous les moyens possibles ». **Guerre contre le M23 : les jeunes congolais encouragés à s'enrôler dans les Fardc et la police.** Les députés membres du courant progressiste d'Ensemble pour le changement « profite de cette occasion pour demander au gouvernement de décréter une mobilisation générale, consistant à l'enrôlement massif de toutes les femmes et tous les hommes valides pour servir sous le drapeau national car la nation en danger ». Ils recommandent au gouvernement de recourir aux forces de la SADC et d'autres pays amis pour contrer « l'agression rwandaise ». **Sud-Kivu : marche de soutien aux Fardc en guerre contre le M23,** à Bukavu. Cette manifestation a connu la participation des travailleurs, des étudiants, des enseignants et des commerçants. Les organisations de la société civile ont voulu par cette marche « dire non à la énième guerre d'agression dont la RDC est victime au Nord Kivu et réclamer la fermeture immédiate de toutes les frontières terrestres avec les pays voisins considérés comme agresseurs ». Toutes les activités économiques, les écoles et les universités sont restées fermées.

Environ 124 cas d'atteintes à la liberté de la presse recensés en 10 mois. L'ONG Journaliste en danger a livré ces chiffres à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre l'impunité des crimes commis contre les journalistes, célébrée le 2 novembre. Parmi ces atteintes, JED a noté 49 journalistes menacés, 37 arrêtés, 18 autres agressés, 2 kidnappés, un autre tué ainsi que 17 médias ou émissions interdites au cours de 2022. Ces statistiques sont nettement en hausse par rapport à l'année de 2021. Au regard de ce tableau sombre, JED recommande la réforme de la loi actuelle sur la presse en consacrant le principe de la dépenalisation des délits de presse.

Le projet du budget 2023 jugé recevable à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi des finances est chiffré à 14,6 milliards USD. Il sera envoyé à la commission économique et finance (ECOFIN), pour poursuivre les

travaux d'approfondissement. Au cours de cette plénière, le Premier ministre Sama Lukonde a également exprimé la volonté de son gouvernement défendre l'intégrité territoriale du pays.

Installation d'usines des batteries électriques : les jeunes du Tanganyika et Haut-Lomami appelés au calme. Les élus du Tanganyika et Haut-Lomami ont lancé, le 1^{er} novembre, un appel au calme aux jeunes qui revendiquent l'implantation des usines de fabrication des batteries électriques dans leurs provinces. Ces entités sont productrices des minerais constituant les principaux éléments de fabrication de la batterie électrique. Ils ont lancé cet appel à l'issue d'un échange avec le ministre de l'Industrie, à Kinshasa. A travers cet échange, le ministre de l'Industrie a dit vouloir renforcer l'implication des élus du Tanganyika et du Haut-Lomami dans ce projet intégrateur.

Nord-Kivu : un calme précaire règne sur les lignes de front au territoire de Rutshuru. Des sources dans la zone rapportent que les armes se sont tues ce mercredi, dans toute la zone occupée par les rebelles du M23, depuis la semaine dernière.

Maniema : l'assemblée provinciale rejoint la société civile pour exiger l'élection du gouverneur. « L'assemblée provinciale prend l'engagement de tout mettre en œuvre pour répondre positivement aux recommandations formulées par la population en vue de sortir le Maniema de cette grave injustice et confusion manifestement entretenues par les forces politiques obscures. L'assemblée provinciale dénonce une démocratie à double vitesse et à géométrie-variable par laquelle, des intérêts occultes tiennent à tirer le Maniema vers le bas comme la seule province du pays privée du droit de se doter d'un gouverneur et d'un vice-gouverneur élu et redevable vis-à-vis de la population à travers nous ses élus ». L'élection du gouverneur et vice-gouverneur qui s'est tenue le 6 mai dernier a été annulée par le Conseil d'Etat. Après avoir autorisé une nouvelle élection, le Conseil d'Etat l'a suspendue à nouveau, à la veille du vote, après la campagne électorale menée par les candidats.

Goma : première rencontre entre le commandant de la 3^{ème} zone de défense et le commandant adjoint des forces de la Monusco. Le Lieutenant-Général Marcel Mbangi Mashita et le général de division Benoît Chavanat, ont échangé, notamment, sur la protection des populations civiles et le soutien de la mission aux Fardc dans un contexte où la province fait face à la rébellion du M23. Le gouverneur militaire de la province du Nord-Kivu, a émis le souhait le 31 octobre dernier de la reprise des opérations militaires et des patrouilles conjointes Fardc et Forces de la Monusco pour protéger les populations et apporter une assistance aux milliers des déplacés.

Ituri : le Fonds au profit des victimes de la CPI nécessite 800 000 euros, pour apporter des réparations en faveur des victimes dans les deux mois à venir. Sa Directrice exécutive, Franziska Eckelmans, en mission à Bunia (Ituri) a également précisé que globalement, le Fond a besoin de 2 millions d'euros afin d'assister les victimes dans l'affaire Thomas Lubanga. Selon elle, il y a des milliers de victimes de la guerre, nécessitant l'accompagnement globale dans les provinces de l'Ituri, du Nord et Sud-Kivu. « Nous avons besoin de cette action. Qu'il s'agisse du soutien politique ou financier. En plus, nous avons besoin du soutien du gouvernement ». Elle a laissé entendre que les bénéficiaires ont besoin notamment des infrastructures de base telle que les routes, les écoles et des adductions d'eau potable.

Nord-Kivu : le maire de Butembo appelle à l'implication de tous pour la sécurisation de la ville. Dans son exposé, l'autorité urbaine a notamment rappelé la mission de la police et de l'armée qui consiste à assurer la sécurité des civils et la protection de leurs biens avant d'insister sur la discipline ainsi que le renforcement des relations entre population et force de sécurité. La coordination urbaine de la société civile de Butembo appelle ainsi la population à la responsabilité afin de faire face aux ennemis de la paix et d'accompagner les autorités dans leur mission régaliennne. Le maire de la ville a émis le vœu de voir ces échanges se multiplier afin de faire assoir la sécurité sur toute l'étendue de sa juridiction touchée ces derniers jours par un regain d'insécurité.

Nord-Kivu: un convoi de la Monusco attaqué par un groupe de civils à Kanyaruchinya. Un convoi de la Monusco en provenance de Rumangabo et à destination de Goma, a été pris pour cible par un groupe des civils, alors qu'il était arrêté à un point de contrôle des Fardc, à Kanyaruchinya, à 8 km de Goma. Une foule s'est rassemblée et a commencé à lancer des pierres en direction du convoi, mettant le feu à au moins un des camions de la Monusco. Les casques bleus ont tiré des coups de semonce et ont finalement réussi à quitter la zone. "Malheureusement, deux de nos ingénieurs bangladais ont été blessés".

Sud-Kivu : 2^{ème} Congrès de la Chaire internationale Mukwege, s'est ouvert depuis 1^{er} novembre à l'université Evangélique en Afrique (UEA), à Bukavu, sous le thème « La réparation en faveur des victimes des violences sexuelles et celles basées sur le Genre ». Elle est organisée conjointement par l'UEA, la Fondation et l'hôpital de Panzi avec plusieurs partenaires et Universités du monde notamment de la Belgique. Pour Dr Denis

Mukwege, il y a des progrès dans la prise en charge des victimes en ce qui concerne, le domaine médical, psychologique et socio-économique. Mais c'est le domaine juridique qui est en reste. « Le maillon faible de notre prise en charge de la réparation que nous essayons de faire c'est la justice, et donc l'impératif de la justice s'impose à nous aujourd'hui. Puisque les trois piliers, normalement, sont pris en charge par la société civile, la justice elle est rendue par l'Etat et ça nous rend une tâche très difficile »

Sud-Kivu : le gouvernement provincial traque les véhicules de transport en commun non-identifiés, et qui ne sont pas peints en couleur jaune. « Il y a de véhicules qui sont peints mais non encore numérotés. Le cout est de 30 USD. On identifie le propriétaire du véhicule, le chauffeur, aussi le véhicule en question et on met des puces électroniques sur le véhicule », a précisé le ministre provincial des transports et voies de communication.

Mai-Ndombe : le gouvernement provincial investi par l'assemblée provinciale. Au cours de cette séance d'investiture, la gouverneure Rita Bola a présenté le programme de son gouvernement qui selon elle, a pour cheval de bataille plusieurs axes principaux. Il s'agit de la bonne administration de la justice, la consolidation de la paix et la sécurité, l'autonomisation de la femme, l'éducation, le développement durable, l'économie circulaire, les infrastructures, le transport fluvial et lacustre, l'eau et l'énergie, la santé, la bonne gouvernance et l'agriculture.

Lomami : près de 100 élèves de l'ITMK de Kamiji étudient sous les arbres à cause de la pluie, qui a détruit cinq salles de classes de cet établissement scolaire. Les autorités de cette institution ont demandé, mardi 1er novembre, aux personnes de bonne volonté de leur venir en aide pour la reconstruction de ces bâtiments. Les pluies diluviennes qui sont tombées sur la région de Kamiji, la semaine dernière, ont également détruit d'autres habitations dont le nombre n'est pas encore connu.

La 2^{ème} édition du dialogue intergénérationnel se tient à Kinshasa, sur le thème : "Le maintien des acquis de paix et de développement en période électorale en RDC". Cette rencontre vise à faire participer les jeunes aux instances de prises de décision et les sensibiliser sur les prochaines élections. Prenant la parole, l'ambassadeur de la délégation de l'Union européenne en RDC, Jean-Marc Châtaigner, a affirmé que seul le dialogue franc permet aux jeunes de prendre conscience de leur pouvoir.

Nord-Kivu : pénurie d'eau à la prison centrale de Walikale. Cent et seize détenus de la prison centrale de Walikale (Nord-Kivu), n'ont pas d'eau ni de médicaments depuis plusieurs mois. Cette situation fait que plusieurs détenus souffrent de maladies des mains sales, comme la gale, la fièvre Typhoïde, et de ballonnement de ventres.

Pas de literies pour les prisonniers hommes et femmes. Tous passent la nuit à même le sol. Depuis plusieurs décennies la prison est dépourvue d'une structure médicale et les malades sont abandonnés à leur triste sort.

Le Kenya annonce le déploiement de ses troupes dans l'Est de la RDC. Ce déploiement a été approuvé en juin dernier à l'issue d'un sommet des chefs d'Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) à Nairobi. Des sources militaires à Nairobi n'ont pas révélé le nombre de soldats kényans impliqués dans cette intervention.

5 000 nouveaux magistrats rejoignent la profession. Le Président de la Cour constitutionnelle et président du Conseil supérieur de la magistrature, a publié à Kinshasa résultats du concours des candidats magistrats passé le 9 octobre dernier. Selon ces résultats, cinq mille nouveaux magistrats s'ajoutent aux 3 004 autres, les réhabilités compris. Il fallait recruter 3 000 magistrats, mais le chef de l'Etat a autorisé que ce soit plutôt 5 000, à partir des candidats ayant obtenu 50%. 2 500 d'entre eux seront engagés pour l'exercice 2023 et le reste, pour 2024.

Procès Jean-Marc Kabund : la Cour de cassation décide de poursuivre l'instruction. C'est ce qui ressort de son arrêt avant-dire droit prononcé à l'audience publique de ce mercredi 2 novembre à Kinshasa. Lors de l'audience du 17 octobre, la défense de Jean-Marc Kabund avait soulevé deux exceptions d'inconstitutionnalité, notamment la contrariété entre les infractions énoncées dans le réquisitoire du Procureur général et celles qui sont retenues.

Nord-Kivu: le gouverneur militaire appelle les déplacés de Nyiragongo à l'apaisement. Il a lancé cet appel lors de sa visite, le 2 novembre, à ces déplacés et le site où un convoi des casques bleus de la Monusco a été la cible d'un groupe des manifestants, à la tombée de la nuit mardi à Kanyarutshinya. Le gouverneur a appelé cette population à faire montre d'un sens de responsabilité. Pour le commandant des forces adjoint de la Monusco, cet incident de Kanyarutshinya est la conséquence d'une désinformation. Il estime cependant que cet incident ne remet en cause, ni la mission, ni la capacité opérationnelle, ni la détermination de la mission à soutenir les Fardc.

La Caritas assiste près de 130 écoliers et élèves orphelins. Au total, 81 enfants orphelins en ont été bénéficiaires dans la ville de Beni et 47 de l'orphelinat Tukungé Yatima de Kasindi. L'objectif de cette assistance est non seulement d'accompagner les enfants orphelins, souvent délaissés dans la communauté, mais aussi pour mener des plaidoyers auprès des bonnes volontés pour soutenir ces nécessiteux, a fait remarquer le chargé de la mise en œuvre de la Caritas Beni-Butembo. Ces enfants, n'ont pas que le problème de finance à l'école, mais il faut savoir qu'ils « ont besoin même d'un accompagnement psycho social. Également, ils vont à l'école affamés. Et donc on aurait voulu qu'il ait des bonnes volontés qui donnent à manger à ces enfants. Qu'ils aillent à l'école rassasiés ».

Kinshasa : la Fondation Bill Clinton alerte sur la surpopulation de la prison centrale de Makala. La prison centrale de Makala de Kinshasa, par exemple, regorge à ce jour de plus de 10 300 détenus, dont 2 601 condamnés seulement ; alors qu'elle avait été construite pour une capacité d'accueil de 1 500 détenus. L'ONG ajoute que cette maison carcérale héberge des prisonniers militaires, dont l'effectif dépasse un bataillon, et le risque d'évasion n'est pas exclu. La Fondation Bill Clinton pour la paix déplore également que toutes les initiatives prises par la ministre de la Justice pour désengorger les prisons soient restées lettre morte.

Jeudi 3 novembre.

Gbadolite : marche contre "l'agression de la RDC par le Rwanda". Les participants, dont les autorités politico-administratives locales, ont tenu à dénoncer « l'agression de la RDC par le Rwanda à travers la rébellion du M23 ».

A l'issue de la marche, le président de la société civile du Nord-Ubangi, a exprimé le soutien de toute la province aux Fardc. Il a ensuite déploré "le silence complice de la communauté internationale", tout en sollicitant son implication afin que la RDC mette hors d'état de nuire ses agresseurs.

Le chef des droits de l'homme à l'ONU appelle à la désescalade suite à la reprise des hostilités dans l'Est. Selon le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, « plus d'une dizaine de civils ont été tués, au moins 40 autres blessés et plus de 90.000 déplacés lors de la reprise des combats ». La situation sécuritaire dans l'est de la RDC se détériore rapidement et menace de provoquer une catastrophe en matière de droits de l'homme ». Antonio Guterres avait appelé à une « désescalade immédiate », après s'être entretenu avec les Présidents de l'Angola, de la RDC, du Rwanda et du Kenya et du Sénégal, qui préside l'Union africaine. Il avait appelé aussi le M23 et les autres groupes armés « à cesser immédiatement les hostilités et à désarmer sans condition ». Le regain de tension dans l'est a notamment conduit la Monusco à « relever le niveau d'alerte » de ses troupes en soutien aux forces armées congolaises dans leurs opérations contre le M23. Le Haut-Commissaire s'est dit préoccupé par la recrudescence des discours de haine visant des personnes en raison de leur appartenance ethnique, et par l'augmentation des fausses informations, de la désinformation et la rhétorique négative à l'encontre de la Monusco.

Kongo-Central : la société M-Duka rejette toute responsabilité dans l'escroquerie de plus de 1000 personnes. L'organisation de micro finance M-Duka affirme que les trois personnes arrêtées la semaine dernière à Matadi, pour avoir perçu, indûment, une somme de 10 USD auprès d'environ mille commerçants œuvrant dans l'informel, ne font pas partie de M-Duka. Le nom de M-Duka a été engagé à tort à Matadi par Jeanne Sabiti. M-Duka n'est pas encore implantée au Kongo-Central. Jeanne Sabiti et 2 autres personnes qu'elle a recrutées à Matadi pour agir au nom de la structure M-Duka, sont toujours en détention préventive à la prison centrale de Matadi.

Kasaï-Central : les ministres formés sur la gestion et la coordination de leurs actions communautaires. Les membres du gouvernement du Kasaï-Central suivent, depuis mardi 1^{er} novembre, une formation pour mieux orienter, gérer et obtenir des résultats de leurs actions en faveur des communautés. Cet atelier de formation est organisé par le PNUD. Le but de cette formation est de permettre à chaque ministre provincial d'avoir un portefeuille d'activités sectorielles pour enclencher une dynamique d'actions accés sur les résultats.

Kindu : 4 personnes mortes foudroyées lors d'une pluie diluvienne. Accompagnée d'un vent violent, cette averse a également causé d'énormes dégâts matériels dans les trois communes de la ville de Kindu. Dans la commune Mikelenge plus de six cents ménages dont les toitures de maisons ont été emportées par le vent et les murs cassés par les eaux de cette pluie. Les sinistrés sont dehors sans aucune assistance.

Bukavu : les médecins du Sud-Kivu manifestent contre l'insécurité dans leurs lieux de travail. Les structures sanitaires et le personnel médical sont la cible d'hommes armés. Des dizaines de médecins ont marché avec un calicot abordant l'effigie de la religieuse Dr Marie Sylvie Kavuke Vakaturaki, morte calcinée à l'intérieur du centre de santé de Maboya à Beni (Nord-Kivu) lors d'une attaque des ADF. Les médecins

dénoncent le kidnapping suivi des tortures d'un autre membre du corps médical, le 22 octobre dans la zone de santé de Fizi par un groupe armé non autrement identifié. Ils demandent aux autorités de leur garantir la sécurité.

Gilbert Kabanda : « **Le gouvernement fera tout pour récupérer les espaces conquis par le M23** ». L'audition du ministre de la Défense visait à faire un état des lieux de la situation qui prévaut au front, dans le territoire de Rutshuru, où les Fardc luttent contre les rebelles du M23 « soutenu par le Rwanda ». La représentation nationale a posé toutes les questions sur les difficultés des Fardc et les mécanismes de mobilisation de la population pour faire face à la guerre. Après plus de 4 heures d'audition, le ministre de la défense, dit avoir répondu à un devoir républicain de recevabilité.

Nord-Kivu: la coordination des jeunes Intercommunautaires de la RDC condamne les attaques contre la Monusco et appelle au calme. Pour cette organisation, « s'attaquer aux personnels ou aux biens de la Monusco ainsi qu'aux partenaires du gouvernement, en cette période de crise sécuritaire au Nord-Kivu, reviendrait à faire le jeu de l'ennemi ». Elle réagit ainsi à l'attaque, la nuit du 2 novembre, d'un convoi des casques bleus au poste de contrôle de Kanyarutshinya. Vers 21 heures en effet, les casques bleus qui provenaient de Rumangabo, dans le territoire de Rutshuru, pour Goma, ont subi des jets de pierres d'un groupe de manifestants spontanés. Deux véhicules de la mission ont été calcinés et deux ingénieurs bangladais blessés. Ce regroupement des jeunes exige des enquêtes pour déterminer les responsabilités.

Ituri : plusieurs victimes du conflit interethnique de 2000 bénéficient du fonds de réparation de la CPI. Certaines personnes avaient eu des membres amputés et d'autres ont été violées pendant les atrocités des groupes armés au début des années 2000 en Ituri. A ce jour, grâce aux projets de réparation, beaucoup de victimes sont réinsérées dans la communauté et exercent des activités génératrices de revenus pour la survie de leurs familles. Quelques-unes ont exprimé, le 2 novembre à Bunia, leur gratitude aux Etats membres de la CPI, représentés par les ambassadeurs des Pays-Bas, du Canada et du Sénégal en mission dans cette ville. En plus de l'Ituri, le Fonds au profit des victimes de la CPI intervient aussi au Nord et Sud-Kivu. Grâce à lui, plusieurs femmes violées pendant la guerre dans ces trois provinces ont bénéficié des soins et des opérations chirurgicales pour la réparation des fistules. Certaines ont appris des métiers professionnels ou exercent des activités génératrices de revenus. Plus de 305 mille enfants ont été éduqués à la culture de la paix depuis 2008 dans ces trois provinces.

Masisi : 3 villages vidés de leurs habitants à Nyamaboko, à la suite de l'activisme des miliciens de l'Alliance pour un Congo Libre et Souverain (APCLS) de Janvier Kalahiri. Les exactions des miliciens APCLS dépassent tout entendement. Ils pillent les récoltes des champs, les bétails, infligent des tortures à la population et font taire toute autre voix dissidente contre ces violations.

Oicha : lancement de la campagne obligatoire de vaccination de chiens et chats contre la rage. Cette campagne est lancée au lendemain de la multiplicité de ces morsures des chiens dont le dernier cas remonte à mercredi dernier. Pendant ce temps, toutes les personnes récemment mordues sont sous observation.

Mambasa : reddition de 4 combattants Maï-Maï aux Fardc. Les Fardc demandent aux autres combattants Maï-Maï qui hésitent encore de sortir de la brousse et de suivre l'exemple de ces 4 compatriotes.

Beni : une accalmie observée, deux semaines après l'attaque de Maboya. L'armée attribue cette embellie au changement régulier de ses stratégies, visant à étouffer de plus en plus les actions des rebelles ADF et grâce aux opérations militaires conjointes « Ushujaa » que mènent les Fardc et l'UPDF. Pour la société civile de la ville de Beni ces opérations n'ont pas réussi à ramener la paix jusque-là et sont improductives sur terrain.

Kinshasa : ouverture de la XI^e édition Africa Digital Expo. Ce forum porte un regard pertinent sur les perspectives du développement de la transformation du numérique en Afrique Centrale et dans le reste du continent. Il vise également réfléchir sur le développement économique du continent grâce au numérique. Les participants, venus de différents pays africains, abordent durant deux jours des sujets liés aux orientations stratégiques au développement du numérique. Pour sa part, le ministre congolais du Numérique, a indiqué que son pays est en train de connaître des avancées significatives dans ce secteur.

Le ministre de la Défense apporte l'aide du gouvernement aux sinistrés à Goma. Le ministre a expliqué que leur mission étant humanitaire et d'inspection sécuritaire, il était question de faire l'évaluation de toute la situation sur place. Accompagné de ses collègues, il a échangé avec les membres du haut commandement des Fardc, du comité provincial de sécurité et de la communauté humanitaire.

Beni : la Monusco appelle au renforcement de collaboration entre population et autorités locales à Watalinga. Le coordonnateur des affaires civiles de la Monusco Beni-Lubero a lancé cet appel au cours d'une

mission qu'il effectuait à Kamango, où la mission onusienne ferme sa base. La Monusco multiplie des stratégies de renforcement des capacités des acteurs locaux et services de sécurité de la chefferie de Watalinga.

Beni : recrudescence de cas de paludisme à Kamango en un mois. Plus de la moitié de 250 cas de patients enregistrés, en un mois. L'infirmière titulaire de cet établissement hospitalier, a attribué la recrudescence de cette maladie notamment à l'absence de moustiquaires imprégnées d'insecticides dans plusieurs ménages de Kamango. A l'occasion, elle a également noté des cas des infections respiratoires dans les 14 centres de santé de la zone de santé de Kamango. Cette infirmière a déploré la négligence de consultations prénatale chez plusieurs jeunes filles enceintes dont l'âge varie entre 13 et 17 ans.

Vendredi 4 novembre.

Félix Tshisekedi mobilise la population contre "la guerre d'agression". « Nous devons ensemble avoir conscience que nul autre que nous-mêmes ne viendra sauver notre nation et que cela exige de chacun de nous une mobilisation tous azimuts. Ne doutons jamais, qu'ensemble réfléchis et engagés nous puissions changer le monde.

La guerre qui nous est imposée par nos voisins exige de chacun de nous des sacrifices. C'est le moment de taire nos divergences politiques pour défendre tous rassemblés, notre mère patrie. Notre histoire et notre marche commune ont, sans cesse, démontré que loin de s'effondrer, notre Nation et son peuple ont toujours relevé ce genre de défis et nous en sommes toujours sortis victorieux ». A l'occasion, il a instruit le chef d'Etat-Major général des Fardc d'accélérer la mise en place des centres de recrutement à travers les 26 provinces du pays.

Le SYNAMED déplore l'insensibilité du gouvernement face à ses revendications. Le Syndicat national de médecins s'est dit indigné de l'indifférence du gouvernement face à ses revendications, 4 mois après le déclenchement de la grève. Il réclame la réactivation de la paie des indemnités de transport et de logement prévue pour l'exercice budgétaire 2022 par le paiement d'un forfait mensuel de 660.000 FC au médecin interne.

Tanganyika : la chefferie Nganie confrontée à l'insécurité des combattants Maï-Maï. Il y a quelques mois, ces Maï-Maï ont fait incursions au village Kamena. Au cours de cette attaque, quelques personnes ont été tuées et le bureau de la police incendié. Puis, ils ont investi plusieurs villages se trouvant à la limite entre les territoires de Moba et Manono où ils ont placé leurs positions. Depuis leur arrivée dans la chefferie Nganie, ces Maï-Maï ont pris possession d'un carré minier artisanal où ils exploitent de l'or. Les agents de l'Etat ainsi que quelques agents de sécurité qui étaient sur place ont été chassés par ces hommes armés.

Kongo-Central : l'ONG FCDHD dénonce le viol d'une détenue dans un cachot de la police. La victime a été abusée sexuellement pendant son séjour au cachot, le 2 novembre, par un policier commis à la garde. Le magistrat, instructeur du dossier de la victime de viol, affirme qu'il s'agit « d'un viol par pression psychologique » dont l'auteur, le policier commis à sa garde est présentement en cavale. Selon lui, à la suite de plusieurs interférences, la liberté provisoire lui a été accordée jeudi 3 novembre.

Guerre en RDC : l'évêque de l'Unité du corps de Christ au Congo prévoit de rencontrer ses homologues ougandais et rwandais, pour des solutions à la « guerre d'agression que subie la RDC de la part de leurs pays ». Pour lui, après avoir prié pour la nation, il est temps d'engager des pourparlers : « C'est ainsi que nous avons projeté et cela avec l'accord et l'appui du gouvernement à pouvoir réunir quelques évêques de notre pays qui vont aller rencontrer les évêques ougandais afin de partager avec eux et ensuite nous allons voir les autorités de ces pays afin qu'une autre solution soit trouvée, que la guerre ».

Rutshuru: le M23 accusé d'abus contre des civils, installe peu à peu son administration. Des sources locales rapportent que quelques commerces ont été pillés par les rebelles. Ces derniers ont vandalisé certaines habitations abandonnées par leurs propriétaires qui ont fui la cité. Des combattants du M23 ont aussi occupé les bureaux administratifs, les postes de la police ainsi que de l'armée. Une dizaine de véhicules et motos appartenant à certains services publics de l'Etat ont été récupérés par les rebelles qui les utilisent pour leurs déplacements, parmi lesquels une jeep de la Caisse nationale pour la sécurité sociale, (CNSS) de Kiwanja. Les Fardc n'ont pas encore lancée leur contre-offensive contre les rebelles en vue de reprendre le contrôle de la zone. Seuls quelques escarmouches sont signalées de temps à temps entre le M23 et des combattants Maï-Maï autour de la cité de Kiwanja, affirment plusieurs sources. **Le M23 libère une dizaine de véhicules des commerçants bloqués à Rutshuru et Kiwanja.** Une dizaine de véhicules et une centaine de voyageurs en provenance du grand-nord de la province pour Goma, bloqués à Rutshuru et à Kiwanja depuis une semaine, ont été libérés ce 4 novembre par le M23. Les rebelles du M23 qui occupent cette zone depuis 7 jours, ont convoyé ces véhicules jusqu'à Rugari, à 40 km de Goma.

Nord-Kivu : deux morts et une dizaine de blessés lors d'une distribution des vivres au camp des déplacés de Kanyarutshinya. Il s'agit de la toute première assistance en vivres apportée par le Gouvernement congolais aux déplacés de ce site à environ 10 km au de Goma. Ces vivres sont arrivés le 3 novembre dans l'après-midi alors que les déplacés s'impatientaient déjà depuis le début de la journée, car ils n'avaient pas de nourriture. Après le déchargement de la cargaison, les déplacés s'attendaient à recevoir ce jeudi même toute la quantité de vivres destinée à chaque ménage ; mais lorsque les délégués du gouvernement leur ont annoncé que l'aide serait distribuée sur deux jours, soit jeudi et vendredi, la situation a dégénéré. Les déplacés qui voulaient une distribution intégrale et immédiate pour combler leurs besoins, ont forcé le passage pour récupérer ce qu'ils pouvaient. Dans la bousculade, la police a dû intervenir au moyen des gaz lacrymogènes pour disperser la foule. Bilan : deux morts et environ quinze blessés. Les sources gouvernementales de la province indiquent, ce 4 novembre, que la distribution ne reprendra qu'à l'issue de l'enquête ouverte pour établir les responsabilités de cet incident.

Kwilu : 16 morts dans l'attaque d'un village du territoire de Bagata. 25 autres personnes ont été prises en otage par les assaillants qui ont incendié plusieurs maisons. Cette attaque est consécutive aux tensions meurtrières qui prévalent depuis plusieurs mois au territoire de Kwamouth dans la province de Mai-Ndombe. L'administrateur de Bagata demande à l'armée de se déployer dans cette zone afin de mettre fin à l'activisme de ces personnes.

Bunia : la Police nationale congolaise dotée d'équipements par le contingent sénégalais de la Monusco. Il s'agit de 125 tenues et gilets de protection, 215 bâtons ainsi que des coffres forts pour le stockage d'armes qui ont été remis par l'ambassadeur du Sénégal en RDC, en visite à Bunia. Le Pays-Bas, le Canada et le Sénégal appuient la RDC dans plusieurs secteurs pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans l'Est du pays.

Nord-Kivu : des barrières illégales rendent le trafic difficile dans le groupement de Kamuronza. La cité de Sake considérée comme l'une des plaques tournantes du territoire de Masisi, est cernée par six barrières où fonctionnent, illicitement, tous les services de l'état. Cette multiplicité des barrières impact négativement sur le trafic routier dans cette région qui ouvre la voie à plusieurs routes de desserte agricole dans le territoire de Masisi. Les voyageurs sont tracassés par la police et l'armée à chaque barrière érigée le long des différents axes routiers.

Bunia : trois ambassadeurs plaident pour la mobilisation des fonds en faveur de victimes des crimes jugés par la CPI. Selon le bureau du Fonds au profit des victimes, dans l'affaire de Thomas Lubanga, 5.500.000 USD restent à couvrir sur un total de dix millions de dollars, fixés par la CPI pour répondre aux besoins des victimes. Les ambassadeurs des Pays-Bas, Canada et Sénégal sont satisfaits des actions réalisées par ce Fonds au profit des personnes affectées par la guerre à l'Est de la RDC pour leur réinsertion socio-économique.

Butembo : 4 morts enregistrés après répressions policières en deux mois. Le Réseau pour les droits de l'Homme recommande aux commandants urbains de la PNC et des Fardc « de briefer leurs troupes, avant leur déploiement sur terrain pour le maintien de l'ordre public, afin de respecter les droits humains et non considérer les civils comme leurs ennemis » et exhorte cependant les jeunes, membres des groupes de pression et mouvements citoyens, « de s'abstenir de propos et chansons injurieux face aux forces de l'ordre ».

Tshopo : le gouvernement provincial est investi à Kisangani. Ces élus ont adopté le programme d'action de la gouverneure qui s'articule sur la restauration de l'autorité de l'Etat, la sécurité des personnes et de leurs biens, le renforcement de la justice et la relance de l'agriculture. La gouverneure se propose aussi d'améliorer la desserte en eau potable et en électricité, les infrastructures routières et soutenir les projets du genre de la jeunesse et des sports.

Elle a souligné que ces axes traduisent les besoins et les problèmes réels qui affectent la population de Tshopo.

Nord-Kivu : la société civile de Banande Kainama opposée à la fin des opérations Fardc-UPDF. « C'est cette coalition qui est en train de protéger la population du groupement Banande-Kainama. Au moment où je vous parle, il y a des bastions de l'ennemi qui venaient d'être détruits dans la chefferie de Wanyali-Tchabi et aussi dans les villages environnants du groupement Banande-Kainama. Mais ces milieux sont actuellement nettoyés par cette coalition Fardc-UPDF. Au même moment, il y a des positions de l'ennemi qui sont déjà encerclées au niveau de Zunguluka, c'est presque dans la chefferie de Walese-Vunkutu ». Elle a même plaidé pour l'élargissement de ces opérations dans d'autres zones notamment dans le secteur de Beni-Mabu.

Les magistrats militaires de la Tshopo, du Bas et Haut-Uelé appelés à travailler dans le respect de la loi.

Le nouvel auditeur militaire supérieur des provinces de la Tshopo, Bas et Haut-Uelé a interdit à ses collaborateurs d'instruire les dossiers des juridictions des droits communs ou concernant les civils. Il a exhorté les magistrats de ce coin du pays à traiter les dossiers avec célérité, après avoir constaté que de nombreux détenus ne sont ni jugés, ni condamnés et les a invités à collaborer avec d'autres services de l'Etat dans leurs ressorts respectifs. Les auditeurs militaires des garnisons de Kisangani, Buta et Isiro ont participé à cette rencontre.

Samedi 5 novembre.

Situation déplorable de plus de 1600 enfants déplacés de Kwamouth à Bagata. Le coordonnateur provincial de l'ONG Communauté des amis de la culture a rapporté que ces enfants, ayant fui les atrocités à Kwamouth et ses environs « n'ont pas d'habits, ni de babouches. Plus grave encore, il n'y a qu'une seule toilette dans ce camp. Il y a la promiscuité, les hommes et les femmes dorment ensemble ». Il dit avoir recensé 869 garçons et 784 filles parmi ces enfants. Tous ces enfants sont exposés aux éventuels abus sexuels et violences basées sur le genre.

Rutshuru : pénurie de poches de sang dans les hôpitaux à la suite de la guerre. Le Centre provincial de transfusion sanguine (CPTS) du Nord-Kivu fait face à un manque criant de sang pour répondre aux besoins qui ont triplé dans le territoire de Rutshuru, en cette période de guerre. Les affrontements en cours font de nombreux blessés et perturbent en même temps les activités de collecte de sang, provoquant ainsi une pénurie depuis le mois d'octobre. Certaines structures sanitaires enregistrent des morts parmi les malades faute de transfusion.

Goma : l'organisation Benevolencija lance un appel à l'aide en faveur des journalistes déplacés de Rutshuru, qui ont fui la guerre du M23. Ces journalistes déplacés de Rutshuru souhaitent poursuivre leur travail comme journalistes et bénéficier de certaines formations, afin de rester sur pied durant la période de leur refuge. Le responsable de l'organisation Benevolencija salue l'engagement de ces journalistes à rester productifs et appelle une fois de plus à la synergie d'actions en leur faveur : « nous demandons aux autres organisations qui appuient les médias de venir s'associer à l'Union nationale de la presse congolaise, de voir comment on peut assister ces journalistes dans les différentes productions médiatiques et comment ils peuvent être rémunérés ».

Beni : les acteurs locaux de protection saluent la réussite du plan de protection communautaire mis en place par la Monusco à Watalinga. Ce plan de protection communautaire qui consiste à identifier la nature de toutes les menaces sécuritaires a permis, en effet, aux autorités locales, d'anticiper et de déclencher à temps toutes les alertes sécuritaires précoces, a reconnu la présidente de la société civile de la chefferie des Watalinga. Ce plan de protection communautaire est évalué chaque trimestre par tous les acteurs locaux de protection dans les trois groupements que compte la chefferie des Watalinga.

Ituri : formation des forces spéciales des FARDC par des instructeurs guatémaltèques de la Monusco. Ils sont exactement 64 soldats des FARDC encadrés par 5 officiers et sous-officiers congolais à suivre cette formation militaire intensive d'un mois, dispensé par 21 instructeurs guatémaltèques de la Monusco. La finalité est « de préparer les troupes au combat dans tous les types de milieux : en forêt, en ville et donc à être prêt pour faire face à l'ennemi en renforçant ses capacités opérationnelles ».

Bunia : les partis politiques de l'Union sacrée souhaitent la participation de tous les leaders locaux à la table ronde sur la paix, ces assises qui seront organisées prochainement par la présidence de la République. Pour ces partis, la participation de tous les leaders locaux, politiques et communautaires, « permettra de faire un bon diagnostic de la crise qui affecte l'Ituri et contre laquelle l'état n'a pas apporté les résultats escomptés ».

Bunia : les ambassadeurs des Pays-Bas, du Sénégal et du Canada saluent le travail de la Monusco en Ituri. Au terme de leur mission de cinq jours qui les a conduits jusqu'à l'intérieur de la province de l'Ituri, ces diplomates ont salué le travail abattu au quotidien par les casques bleus de la Monusco. « Selon nous, la Monusco est une force très importante pour accompagner les autorités, pas seulement dans le cadre de la protection des civils, mais aussi pour offrir des bons offices pour arriver aux négociations mais aussi au désarmement. Le message est que, ce programme de Démobilisation, Désarmement, Relèvement communautaire et Stabilisation (PDDRC-S) doit commencer ». Ils ont été impressionnés par le travail fait par les organisations humanitaires pour soulager la souffrance des victimes des atrocités des groupes armés. Ces diplomates accrédités en RDC ont promis de mener des plaidoyers pour accélérer le programme de DDRC-S, susceptible de ramener la stabilité dans cette province confrontée à l'activisme des groupes armés.

Tanganyika : retour au calme dans les hauts plateaux de Batumba après l'incursion des Maï-Maï. Des combattants Maï-Maï de Kavunga Liwa ont fait incursion, les 2 et 3 novembre, dans quelques villages de cette région. Avant d'attaquer ces villages, le chef Maï-Maï Kavunga Liwa avait envoyé ses émissaires pour exiger à la population de lui offrir trois vaches, des moutons, des chèvres, lui accorder une épouse et tout non éleveur devrait donner une somme de 15 000 FC. Lorsqu'il est arrivé lui-même dans les hauts plateaux de Batumba il a rencontré une résistance de la population. Face à ce refus, ces combattants Maï-Maï, armés, ont ouvert le feu en guise de sommation et ont incendié quelques cases et ont tenté de prendre en otage le chef de village Kakoze avant de se retirer. Une partie de la population des hauts plateaux de Batumba a fui les villages.

Beni : 2 combattantes ADF capturées par les Fardc dans le secteur de Ruwenzori. Ces femmes combattantes sont l'une de nationalité burundaise, l'autre kenyane. Elles ont été capturées lors des opérations militaires dans la zone. Une dizaine d'otages congolais dont deux femmes enceintes ont été libérées au cours de cette opération.

Kasai-Oriental : début de la 3eme phase de la campagne de vaccination contre la COVID-19. « La province du Kasai-Oriental dispose de plusieurs doses de vaccins pour vacciner la cible attendue qui est de 511 709 personnes âgées de 18 ans et plus. Ces vaccins sont disponibles dans toutes les 18 zones de santé de la province du Kasai Oriental et dans les 317 aires de santé qui constituent les sites de vaccination qui vont fonctionner pendant sept jours avec un personnel bien formé ». La vaccination commence dans la ville de Mbuji-Mayi et va se poursuivre prochainement à l'intérieur de la province.

Beni : des véhicules et passagers en partance pour Ituri et Tshopo bloqués à Oicha faute de convoi militaire. Ils y sont bloqués depuis bientôt deux semaines. Tous vivent présentement dans des conditions sanitaires difficiles.

C'est à la belle étoile qu'ils passent la nuit, exposés aux intempéries et risques d'épidémie par manque d'eau potable et d'installations hygiéniques. Cette situation est la conséquence du retard enregistré dans l'organisation du convoi militaire à partir de l'Ituri.

Kisangani : marche des jeunes contre "l'agression de la RDC par le Rwanda". Par cette marche de colère, ces jeunes disent également soutenir les Fardc, qui combattent les rebelles du M23 au Nord-Kivu. Dans un mémorandum adressé au président de la République, les manifestants recommandent notamment la mise en place d'un programme spécial de recrutement et de formation des jeunes au service militaire pour défendre le pays.

Nord-Kivu : vive tension après un double meurtre à Mwesso. Ce climat fait suite au meurtre du secrétaire administratif de la cité et d'un agent de l'ONG-Handicap International, dans la nuit de jeudi dernier par des personnes jusque-là inconnues. Ces deux crimes odieux ont créé une grosse panique dans la cité, qui est restée agitée toute la nuit jusque dans la matinée. La population en colère s'est livrée par la suite aux actes de violence : la résidence du chef de village Mwesso et de son fils ainsi que le bureau de la police ont été incendiés. La radio communautaire de Mwesso a été également vandalisée et réduite au silence.

Le prochain round processus de Nairobi fixé au 16 novembre. Le communiqué précise que la décision a été prise après des consultations menées par le président burundais et actuel président du sommet des chefs d'Etat de l'EAC. Il souligne par ailleurs la nécessité de maintenir l'inclusivité en garantissant la participation de toutes les parties prenantes et note que toutes les sessions, désormais, accueilleront divers dirigeants communautaires. Le Président du Sommet des Chefs d'Etat de l'EAC et Président de la République du Burundi, Évariste Ndayishimiye, a tenu vendredi à Bujumbura des consultations avec le Facilitateur de l'EAC, le président Uhuru Kenyatta, sur la situation sécuritaire actuelle dans l'Est de la RDC. Au cours de cette réunion, une feuille de route a été élaborée pour la mise en œuvre de la voie politique, vers une solution durable à la paix et à la sécurité dans l'est de la RDC. Elle a encouragé la poursuite de l'engagement complémentaire entre le processus dirigé par l'EAC et le processus de Luanda pour apaiser les tensions entre les États frères de la RDC. Le président burundais a par ailleurs affirmé qu'il était engagé dans un dialogue avec tous les chefs d'État de l'organisation sur l'adoption d'une approche régionale, dans le cadre convenu, pour gérer la situation et instaurer la confiance entre les États partenaires de l'EAC.

Butembo : 3 Maï-Maï tués aux combats avec les Fardc. Ce sont ces Maï-Maï qui ont tenté d'attaquer en premier une position des Fardc. La situation a été vite maîtrisée et les Fardc continuent avec les opérations de fouille et de ratissage dans la zone pour écarter les menaces de ce mouvement sur la population civile.

Lubumbashi : les autorités coutumières et religieuses contre la marginalisation de la jeune fille. Pendant deux jours, les participants ont passé en revue la situation des violences basées sur le genre en mettant en exergue les pratiques et les coutumes rétrogrades qui l'avaient marginalisée, notamment le viol, les violences sexuelles, la pauvreté, le manque d'instruction, le mariage précoce, les grossesses indésirables et autres. A l'issue de ce forum, ils ont pris plusieurs engagements dont l'abolition des us et coutumes ainsi que les pratiques religieuses néfastes qui ne favorisent pas l'égalité entre les hommes et les femmes, les garçons et les filles au sein des communautés. A cela s'ajoutent la poursuite de la mise en œuvre des actions visant à accélérer la lutte contre le mariage d'enfants dans les communautés, la mise en place d'un cadre de concertation entre les leaders religieux, les chefs coutumiers et les acteurs de la société civile sur la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, les garçons et les filles ; la participation aux campagnes de sensibilisation sur la tolérance zéro immédiate contre les crimes des violences basées sur le genre et l'impunité dans les communautés.

Dimanche 5 novembre.

Au moins 2 000 jeunes enrôlés dans l'armée après l'appel de Félix Tshiseked. Les jeunes recrues seront envoyées dans les centres de formation militaires dont Kitona, dans le Kongo-Central. Le chef de l'Etat Félix Tshisekedi a appelé, le 3 novembre, les Congolais à se mobiliser contre "l'agression rwandaise via le M23", dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Il a lancé cet appel dans un message sur les antennes de la RTNC.

Combats Fardc-M23 : reprise des pourparlers entre la RDC et le Rwanda à Luanda. A l'issue de ces travaux, les ministres des Affaires étrangères d'Angola, de la RDC et du Rwanda ont convenu de maintenir le dialogue entre les autorités de Kinshasa et celles de Kigali. Ils ont estimé que cela constitue le moyen de résolution de la crise politique entre ces deux pays. Ils ont décidé de mettre en place un calendrier pour accélérer la mise en œuvre de la feuille de route de Luanda du 6 juillet dernier. Ils ont plaidé pour le déploiement immédiat du Mécanisme de vérification ad-hoc à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu.

L'ONG « Mwasi Ya Congo » appelle au retrait du M23. La présidente de « Mwasi Ya Congo », appelle la communauté internationale, principalement les USA et la France, à s'impliquer pour mettre un terme à la guerre « que le Rwanda impose à la RDC sous le label du M23 ».

Nord-Kivu : des milliers des déplacés en détresse à Nyiragongo. Plus de cinquante mille personnes, fuyant les affrontements entre les Fardc et le M23, ont trouvé refuge dans cette région au nord de Goma. Ces personnes sont arrivées par vagues successives depuis le mois de juin dernier. A ce jour, ils vivent dans les conditions inhumaines. Leurs abris de fortune bondent le long de la route Kanyaruchinya-Kibati, sans parler d'écoles, églises et autres édifices publics remplis des familles offrant une image désagréable. Au site de l'Ep Kayembe, groupement Munigi, le vice-président du site, indique que le plus grand problème c'est l'assistance alimentaire, la santé et le manque d'abris. Il salue l'appui de l'ONG MFS, qui approvisionne ce site en eau ainsi que la construction des latrines. Toutes ces personnes ne souhaitent qu'une seule chose : rentrer dans leurs villages, une fois la sécurité rétablie.

Tanganyika : une dizaine de maisons écroulées lors des pluies diluviennes à Kongolo. Cette pluie a également endommagé deux bâtiments d'une école et d'une église. Pour le chef de service de l'environnement à Kongolo, la population doit avoir cette culture de planter régulièrement des arbres pour se protéger contre ces genres de catastrophes. Les autorités de Kalemie demandent de l'aide pour les victimes touchées à la suite de cette pluie.

Matadi : lancement de l'opération de salubrité « Bunkete » (Propreté). Le ministre provincial de l'Environnement, a rapporté que la question de l'environnement fait partie d'axes prioritaires de leur gouvernement pour éviter les maladies dues à l'insalubrité. Pour lui, l'opération « Bunkete » offre un double avantage. Elle favorise l'assainissement de fond en comble via le curage des caniveaux et le ramassage des déchets à travers toute la province du Kongo-Central, en commençant par la ville de Matadi. Elle crée des emplois, car, rien que pour la première phase de cette opération, 120 brigadiers d'assainissement ont été recrutés parmi les jeunes de Matadi.

Maniema : l'ONG APRODED sollicite l'appui de l'Etat dans l'encadrement des enfants vulnérables. Le coordonnateur de l'ONG Action pour la protection et la défense des droits de l'enfant a fait savoir qu'il détient un terrain vide, nécessitant d'être loti pour un bon encadrement de ces enfants. Dans son centre, l'ONG APRODED forme les enfants en divers métiers dont la menuiserie, la coupe et couture, la pâtisserie et l'agro pastorale dans la cité de Kalima. « Nous demandons l'assistance du ministère de la Formation professionnelle », a-t-il indiqué.

La RDC prend la tête de l'OHADA en janvier 2023. Le président de la République a rappelé aux membres du gouvernement que lors du 10e anniversaire de l'adhésion de la RDC à l'OHADA, l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires, le barreau de Kinshasa Gombe et la Commission nationale

OHADA vont organiser un colloque international. Cette activité va augurer le rôle que la RDC va jouer une fois à la tête de l'OHADA, en succédant au Niger.

Kinshasa : les bourgmestres appelés à entretenir les voies d'évacuation des eaux de pluies. « Les inondations des artères et de certains quartiers dans les différentes communes de la capitale démontrent à chaque fois l'absence d'un plan d'entretien et d'assainissement régulier des voies d'évacuation des eaux de pluie », a dit le chef de l'Etat. Félix Tshisekedi dit également attendre des bourgmestres des communes de Kinshasa une implication efficiente dans les travaux d'assainissement de leurs entités respectives. Il s'est engagé à sévir contre les constructions anarchiques pour résoudre la question des inondations dans la capitale, après chaque pluie et a encouragé l'autorité urbaine à faire respecter le plan urbanistique de Kinshasa.

Bunia : l'Université Shaloom lance 180 lauréats sur le marché d'emploi. Le recteur de l'Université Shaloom de Bunia, Georges Pirwot a invité les lauréats à mettre à profit les connaissances acquises pour contribuer à la culture du vivre ensemble et non à semer des divisions. Il a également exhorté ses étudiants à rêver grand, surtout dans le domaine de l'entrepreneuriat qui, selon lui, contribue au développement économique de la région et a appelé les jeunes de Bunia à travailler pour gagner leur vie et à construire le pays au lieu de s'adonner aux atrocités.

Beni : les Fardc déjouent une embuscade des ADF sur la route Mbau-Kamango, contre un véhicule transportant des marchandises sur la route Mbau-Kamango. Les Fardc ont été alertés par le premier coup de feu tiré par ces assaillants et se sont déployées sur le lieu de l'attaque. Deux passagers à bord du véhicule ont été blessés par balle. La route Mbau-Kamango est d'une importance capitale sur le plan économique car elle ouvre la voie des activités commerciales entre le territoire de Beni et l'Ouganda voisin.

Bukavu : hausse de prix de poisson "sambaza" sur le marché. Le prix de poisson « sambaza » est passé de 3000 à 8 000 FC le kg sur les marchés de Bukavu. « Il y a risque de disparition de certaines espèces de poissons dans le lac Kivu. Cela à la suite de pêcheurs qui utilisent des filets prohibés. C'est la destruction méchante parce qu'ils éliminent même les alevins ». La majorité des gens qui vivaient du commerce de « sambaza » peinent à nouer les deux bouts du mois.

Irumu : près de 1 000 élèves déplacés étudient dans des conditions difficiles à Zabu. Ils suivent des cours à même le sol en classe et d'autres sous des arbres. Plusieurs écoles ont été soit incendiées et vandalisées par des hommes armés. Cette situation nécessite l'intervention du gouvernement provincial. Treize écoles et six centres de santé seront construits dans neuf entités d'Irumu, dans le cadre du projet de développement de 145 territoires.

Maniema : environ 1064 femmes dépistées du cancer de col à Alunguli et Katako. C'était à l'issue de la campagne de sensibilisation et dépistage du cancer de col d'utérus, organisée par l'ONG « Les Femmes médecins œuvrant au Maniema ». La coordinatrice de l'ONG demande aux femmes souffrant de cancer d'éviter de recourir aux méthodes traditionnelles pour leur prise en charge.

Université de Mbuji-Mayi : les frais académiques passent de 500 à 390 USD. Le recteur attribue cette mesure à la prise en charge, depuis trois mois, du personnel académique et administratif de l'Université de Mbuji-Mayi par l'Etat. Du coup, la seconde tranche des frais de cette année académiques est passée de 250 à 115 USD.

Kinshasa : le réseau Po Na Congo lance la sensibilisation aux travaux de salubrité. Le réseau Po Na Congo exhorte le gouvernement congolais à mettre sur pied une politique nationale d'assainissement et d'urbanisation des villes de la RDC. Un Salongo (travaux collectifs d'assainissement) spécial a été organisé pour ce faire à la place des artistes sur le rond-point Victoire et ses environs. Mais pour pérenniser cette initiative, le réseau Po Na Congo recommande au gouvernement d'acheter des machines pour recycler les déchets, et des véhicules pour les ramasser ». Il l'a appelé aussi à développer une politique nationale de l'urbanisme, « parce que ce qui cause les inondations ce ne sont pas seulement les déchets, mais ce sont aussi des constructions anarchiques.

Sud-Kivu : Sant' Egidio appelle à la recherche de la paix dans le respect de la diversité religieuse et culturelle. « Pour la communauté Sant'egidio, il a été demandé aux différents leaders religieux d'intégrer la culture de la paix dans leurs programmes, dans leurs cultes. Car nous pensons que la guerre est la mère de toute la pauvreté, mais la paix est celle de toutes les solutions. Du fait que notre sous-région est en proie à des violences et a des guerres, il faut que les leaders religieux s'impliquent dans la venue de la paix dans notre province ». Les leaders religieux de Bukavu présents à ce dialogue conviennent de se mobiliser en organisant des entretiens avec les dirigeants, et les services de sécurité.

Butembo : assistance du club des auditeurs de Radio Okapi aux orphelins de Nayna. Cette assistance, composée des vivres et produits non alimentaires, a été réunie grâce aux cotisations des membres de cette structure sans but lucratif afin d'apporter son soutien à ces nécessiteux. Les bénéficiaires sont les enfants hébergés au sein de l'orphelinat Nayna à Kyambogho, une localité située à l'entrée Sud de Butembo dans le territoire de Lubero. Le lot est constitué du riz, de haricot, de gros michelais, de jus... Ces biens ont été remis à cet orphelinat, qui encadre une trentaine d'enfants.

Nord-Kivu : la cité de Nyamilima à la merci des groupes armés. Neuf jours après l'entrée de la rébellion du M23 à Rutshuru-Centre chef-lieu du territoire et dans la cité de Kiwanja, les habitants de la cité de Nyamilima (Nord-Kivu) restent jusqu'à ce jour à la merci des groupes armés. Il s'agit notamment de groupes armés des Mai-Mai, de Nyatura, et de FDLR, qui y font la loi. Sur place, il n'y a ni armée, ni police et toutes les autorités administratives ont fui suite à l'avancée des rebelles vers Nyakakoma, à environ 50 km à l'ouest de cette cité.

Lundi 7 novembre.

Matata Ponyo appelle à une mobilisation générale face « à la guerre nous imposée injustement par le Rwanda ». Aux habitants de Bunagana et de Rutshuru particulièrement, sous occupation du M23, Matata Ponyo dit sa compassion et sa sollicitude. Il se dit convaincu que ce qui se passe dans l'Est de la RDC n'est pas une rébellion interne, mais plutôt « une guerre d'agression à visée expansionniste avec comme objectif final l'annexion d'une partie de notre territoire par le Rwanda ». Le leader du parti politique Leadership et gouvernance pour le développement (LGD) appelle le gouvernement congolais à renforcer son leadership et sa gouvernance, en veillant à la cohésion interne, qui passe notamment par une justice et une redistribution équitable des ressources du pays. Matata Ponyo condamne par ailleurs l'inaction de la communauté internationale « dès lors que le rapport du groupe d'experts de Nations unies prouve l'agression explicite du Rwanda qui se cache derrière le M23 ». Il invite cette même communauté internationale à assumer la responsabilité qui est la sienne en dénonçant ouvertement l'agression rwandaise, et « en exigeant le retrait sans délai de ses troupes agissant via le M23 ». **Conflit RDC-Rwanda : les jeunes recrues appelées à l'amour du pays.** Les jeunes recrues ont reçu la visite du sous-chef d'état-major générale des Fardc, en charge des opérations. Ce dernier les a appelés à l'amour du pays, qui doit caractériser leur engagement dans l'armée. Le Nord-Kivu compte déjà plus de 3000 jeunes qui ont exprimé leur volonté de servir sous le drapeau. Ces jeunes recrues ne sont pas encore cantonnés. Ils vivent dans leurs familles, et se présentent chaque fois qu'ils sont invités par la 43e région militaire pour la suite du processus de recrutement.

COP 27: la RDC promet de consolider son leadership environnemental et climatique. La délégation congolaise est conduite par la vice-premier ministre, en charge de l'Environnement et Développement durable. A propos des activités multilatérales à entreprendre, elle veut, par exemple, contribuer au renforcement de l'intérêt de la communauté internationale dans le Bassin du Congo; lequel se révèle être un poumon écologique fragile. Elle promet aussi de "protéger pour l'intérêt de l'humanité, identifier des organisations internationales du secteur public, du secteur privé, et de la société civile susceptibles d'appuyer la RDC dans sa vision comme Pays Solution à la crise climatique". **L'OMS estime que « la santé doit être au centre des négociations sur le changement climatique à la COP27 ».** L'Organisation Mondiale de la Santé propose, au cours de cette COP27, de placer au centre des discussions avec la presse, la menace que représente la crise climatique pour la santé et les gains considérables en matière de santé qu'apporterait une action plus énergique en faveur du climat. « Le changement climatique rend des millions de personnes malades ou plus vulnérables aux maladies dans le monde entier et la puissance destructrice croissante des phénomènes météorologiques extrêmes touche de manière disproportionnée les communautés pauvres et marginalisées », note le Directeur général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. Le Directeur général de l'OMS a fait, notamment, allusion à la grande Corne de l'Afrique, où Trente et un millions de personnes souffrent de famine et onze millions d'enfants de malnutrition aiguë à cause de l'une des pires sécheresses observées ces dernières décennies. Il aussi rappelé la situation au Pakistan avec les inondations dévastatrices. **COP27 : l'UNILU en Egypte pour défendre la position de la RDC sur le réchauffement climatique.** « Nous allons à la COP 27, comme bien d'autres scientifiques, continuer le plaidoyer en rapport notamment avec ce qui avait été produit et proposé à l'humanité à Yangambi (Tshopo) et à Kinshasa pour le compte notamment de juste compensation et de contrepartie du fait de l'importance de séquestration de carbone et de la disponibilité de la RDC pour pourvoir en forêt et autre protection des écosystèmes et biodiversité par rapport au réchauffement climatique », a déclaré le recteur Gilbert Kishiba, recteur de l'UNILU. **COP 27 : Antonio Guterres appelle à "un pacte de solidarité climatique".** « L'humanité a le choix : coopérer ou périr. Il s'agit soit d'un pacte de solidarité climatique, soit d'un pacte de suicide collectif », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU. Le pacte proposé verrait tous les pays déployer des efforts supplémentaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et les nations les plus riches ainsi que les institutions financières internationales fournir une assistance aux économies émergentes. Le pacte viserait

aussi à mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles et à la construction de centrales au charbon et à fournir une énergie durable pour tous. « Les deux plus grandes économies - les États-Unis et la Chine - ont la responsabilité particulière d'unir leurs efforts pour faire de ce pacte une réalité. C'est notre seul espoir d'atteindre nos objectifs climatiques. Nous sommes sur une route vers l'enfer climatique avec le pied sur l'accélérateur ».

Gbadolite : l'ONG APEDD alerte le gouvernement sur les effets du réchauffement climatique. Des dizaines d'hectares de forêt déboisés, des cours d'eau qui sèchent et d'autres disparaissent carrément... Il y a aussi des espèces protégées de la faune qui deviennent rares. Ce tableau sombre de l'environnement est le résultat d'une enquête menée par des animateurs de ce l'ONG Association de la protection de l'environnement et de développement durable de Businga, déployés sur quatre axes du secteur de Businga. Les conséquences directes de cette situation sont la baisse de rendement agricole, la disparition ou l'éloignement des espèces rares, tel que les Bonobos, ainsi que des espèces végétales à valeur médicinale.

Mai-Ndombe : une accalmie observée depuis une semaine dans la région de Kwamouth. Aucune tuerie ni incendie des maisons liées au conflit intercommunautaire n'ont été signalés dans cette partie de la province. Le député provincial David Bisaka a affirmé que malgré cette accalmie, il est nécessaire que des militaires puissent y être déployés. Il cite notamment la partie sud du territoire, à Baboma, où plusieurs assaillants qui se cachent dans la forêt. Quelques personnes qui étaient parties dans d'autres contrées pour fuir les atrocités, commencent à regagner timidement certains villages situés le long de la route entre Mosheto-Dilala.

Kongo-Central : le bureau de la PNC à Kinzamuete saccagé après le meurtre d'un jeune homme. Selon les témoignages sur place à Kinzamuete, la victime aurait été battue par des policiers, en pleine journée, après avoir été conduite devant un officier de police judiciaire (OPJ) pour une affaire de conflit foncier.

Kindu : les syndicalistes de l'EPST formés à la résolution pacifique des conflits de travail. Cette formation a été dispensée par le secrétaire générale de la confédération syndicale du Congo du secteur de l'enseignement. Ce règlement des conflits se base sur la méthode appelée Mephos. « cette méthode consiste à pouvoir trouver des solutions qui doivent apporter la paix et l'esprit du travail bien fait dans chaque école, au lieu que les chefs d'établissements expose les enseignants à la hiérarchie, notamment à la division ou sous-division ».

Kasaï-Oriental : le gouverneur appelle les jeunes à se faire enrôler dans l'armée. Il a en outre appelé cette jeunesse à soutenir les Fardc face à cette agression venue d'un pays voisin, se basant sur un texte de la Bible, Néhémie 4,17. « Nous construisons d'une main et de l'autre main, nous avons une arme pour nous défendre parce que la RDC a besoin d'être construite, et a besoin d'être développée », a-t-il conclu.

La province de la Tshopo adopte son plan stratégique multisectoriel de nutrition. Les états généraux de l'agriculture et la nutrition, organisés dans la Tshopo en octobre 2019, avaient révélé que 43 % d'enfants souffraient de malnutrition. Pour y faire face, des solutions ont été envisagées dans un document dénommé "plan stratégique multisectoriel de la nutrition". Ce plan stratégique multisectoriel de malnutrition de la Tshopo, a été recadré et adopté le 5 novembre pour la période 2023-2025, par toutes les parties concernées. Outre l'Unicef, seul intervenant jusque-là dans ce secteur, d'autres partenaires sont attendus prochainement.

Nord-Kivu : arrivée des officiers Kenyans à Goma en prélude au déploiement de leurs troupes. Ces officiers Kenyans ont eu une réunion de haut niveau avec les responsables de l'armée congolaise. Mais rien n'a filtré de cette rencontre. D'autres sources confirment, l'arrivée à Goma du premier convoi des soldats Kenya dans le cadre de l'intervention militaire de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), sans plus.

Nord-Kivu : au moins 5.000 déplacés nourris quotidiennement par Goma Actif, un collectif des jeunes volontaires. Il s'agit des déplacés de Rutshuru se trouvant dans le site de Kayembe, dans la région de Kanyarutchinya, à environ 10 km de Goma. Depuis l'arrivée de ces déplacés il y a plus d'une semaine, ce groupe des jeunes volontaires organise chaque jour, un repas composé de la bouillie et du pain en leur faveur.

Equateur : la société civile alerte sur la léthargie du processus électoral. A un mois de la révision du fichier électoral, la population n'est pas mobilisée. A la base de cette indifférence, le cadre de concertation évoque notamment le manque de sensibilisation. La société civile recommande au gouvernement, la Ceni et à toutes les parties prenantes de se mobiliser afin d'inciter la population à s'approprier le processus.

Beni : l'armée met à la disposition de la Monusco 7 enfants libérés des groupes armés. Six garçons proviennent du groupe Mai-Mai Kyandenga et une fille de 16 ans, de la rébellion ADF. La Monusco les a remis, à son tour, auprès d'une ONG locale, partenaire de l'Unicef, pour un soutien psychosocial et une prise en charge transitoire, en attendant leur réinsertion familiale.

Nord-Kivu: plus de 60 000 personnes ont fui les affrontements entre deux groupes miliciens à Ikobo. Les combattants de NDC-Rénové auraient lancé des attaques simultanées contre les hommes du FPP de Kabidon dans les villages Rusamambu et Bukumbirwa. La psychose s'est emparée des populations de ces deux agglomérations, mais aussi celles de Buleusa, chef-lieu du groupement. Tous ces habitants ont fui leurs villages.

Kinshasa : les jeunes écrivains congolais inaugurent une bibliothèque pour les enfants à la prison de Makala. L'inauguration a été effectuée à l'occasion de la célébration de la journée internationale de l'écrivain africain; une initiative de l'Association panafricaine des Écrivains depuis 1992.

Butembo : une paralysie momentanée d'activités observée au centre-ville. A la base de cette paralysie, un groupe des jeunes a voulu s'en prendre aux véhicules transportant des vivres et produits non alimentaires, une aide humanitaire du gouvernement congolais destinée aux déplacés de guerre en séjour dans le sud du territoire de Lubero, à la suite de l'insécurité orchestrée par la rébellion du M23 dans le Rutshuru. La police est intervenue en tirant quelques des balles pour disperser la foule.

Conflit sur la concession de Saint Dominique de Limete, l'avocat des Pères Dominicains dénonce une irrégularité. L'avocat conseil des prêtres dominicains à l'archidiocèse de Kinshasa, a dénoncé le 7 novembre l'exécution de manière brutale par les inspecteurs judiciaires d'une réquisition pour infirmation afin de les déguerpir de la concession de la paroisse Saint Dominique de Limete à Kinshasa. Il indique que cette réquisition est irrégulière et invite les uns et les autres à attendre plutôt la décision finale des juges avant toute autre démarche. Le vicaire judiciaire de l'archidiocèse de Kinshasa, abbé Marcel Ndjondjo, affirme que ces inspecteurs ont été bel et bien mandatés par le parquet général près la cour d'appel de Matete pour exécution de ladite réquisition et les Dominicains n'ont qu'à obéir. Selon lui, même Rome (Vatican) avait déjà tranché en faveur de l'archidiocèse de Kinshasa sur ce dossier. Toutefois, des initiatives sont prises en interne afin de rétablir un climat de paix.

Mardi 8 novembre.

La RDC n'a jamais nourri l'intention de violer l'intégrité territoriale de ses voisins » (Gouvernement). Il réagit ainsi, dans un communiqué, aux accusations du Rwanda affirmant qu'un avion de chasse en provenance de la RDC a violé son espace aérien lundi 7 novembre. Kinshasa dit apprendre que dans le cadre des vols de reconnaissance qu'effectuent ses Forces armées, un avion de chasse de type Sukoi-25 non armé a malencontreusement survolé l'espace aérien du Rwanda, à la frontière de deux pays. Le gouvernement congolais réaffirme que, de la même manière qu'il tient à son intégrité territoriale, il respecte celle des pays voisins.

Sud-Kivu : 3 millions USD pour rendre le Parc national de Kahuzi Biega un espace de paix. Le ministre d'Etat et ministre du Plan et le représentant spécial adjoint du Secrétaire général en RDC et Coordonnateur humanitaire de l'ONU en RDC, Bruno Lemarquis, ont signé le 7 novembre à Kinshasa un accord visant à rendre le parc national de Kahuzi Biega, au Sud-Kivu, un espace de paix et de développement. D'une superficie de 6 000 km², le Parc national de Kahuzi-Biega joue un rôle socio-économique et environnemental important. La richesse, la diversité et l'abondance de sa faune et de sa flore ont fait classer cet espace sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Depuis plusieurs années, ce parc est malheureusement en dégradation continue à la suite de la déforestation, le braconnage, les feux de brousse, la récolte non durable des plantes médicinales, les surpâturages et les impacts du changement climatique. Cette situation justifie la mise en place de ce projet.

Maniema : le début des travaux de réhabilitation des routes fixé au 10 novembre. Le directeur provincial de l'Office des routes a expliqué que ces travaux, évalués à 2,5 USD, concernent la réhabilitation des axes routiers Kindu-Kasongo-Wamazaza-Salamabila-Penemende et la réfection du pont Mulowe.

Insécurité dans l'Est de la RDC : le Premier ministre attendu au Sénat. Le Sénat entend aborder la question sur l'insécurité de l'Est de la RDC avec le gouvernement à huit clos, pour ne pas exposer à la place publique les questions relevant du secret défense. Mais la plénière n'a pas fixé la date de cette plénière.

Le parti Nouvel Elan propose le retrait de la RDC de l'EAC. « Nouvel Elan a fait à cette occasion, plusieurs autres recommandations, notamment, la réorganisation l'armée et des services de sécurité, la construction d'un mur entre le Rwanda et la RDC pour mettre fin à l'agression rwandaise ». Ce parti de l'ex Premier ministre Adolphe Muzito propose également la résistance populaire et le soutien aux Fardc qui se battent contre le M23. Pour Nouvel Elan, il ne peut pas être question de négocier avec le Rwanda, ni avec le M23 mais plutôt avec leurs parrains.

La SCED appelle à l'amélioration des conditions socio-professionnelles des magistrats. Pour le directeur général de la Société congolaise pour l'état de droit (SCED) le recrutement, par concours, des magistrats, ne suffit pas pour rendre efficace et pertinent le système judiciaire congolais. Il a plaidé pour le renforcement du système d'intégrité, la garantie de l'indépendance des magistrats et leur formation. La construction des infrastructures adéquates et l'évaluation de la réforme de justice entreprise en 2006 devraient s'engager le pays dans la lutte contre l'impunité. Il est persuadé qu'une bonne justice va favoriser l'avènement d'un véritable Etat de droit.

Maï-Ndombe : plus de 20 morts dans une attaque des hommes armés à Buku. La société civile du territoire de Kwamouth rapporte que ces affrontements entre les assaillants armés et la population de Buku, ont duré presque toute l'avant midi de lundi dernier et avance un bilan de 24 morts dont 7 assaillants. Ces hommes armés ont également incendié plusieurs maisons à Buku. Plusieurs personnes de ce village ont pris fuite vers Dumi.

COP-27 : l'ONU plaide pour l'allocation de 50% des finances climatiques aux communautés locales. Le directeur des Programmes Afrique à l'initiative des droits et ressources naturelles (RRI) basé à Washington (USA), Patrick Kipalu, affirme que le montant alloué aux communautés locales est insignifiant. Il dit avoir prouvé cette réalité dans un rapport que sa structure vient récemment de publier sur les finances sur la question de climat et de gouvernance forestière. Il indique que leur document basé sur l'expérience et les données collectées sur le terrain démontre que les communautés locales et autochtones ne reçoivent que 17% des financements au niveau global.

Nord-Kivu : l'armée bombarde les positions du M23 à Rutshuru. Certaines sources non officielles parlent des bombardements des Fardc sur les positions des rebelles dans cette zone. Mais difficile d'avoir d'autres détails, l'armée n'ayant pas encore communiqué sur cette opération. **Combats Fardc-M23 : les villages de Bunagana et Jomba de nouveau désertés,** des quelques habitants qui y étaient déjà retournés. La situation est consécutive aux bombardements aériens effectués par les Fardc sur des positions des rebelles sur les collines de Tshanzu, Runyoni et Musungati, entre autres.

Beni : 2 corps en décomposition découverts par les Fardc à Supa-Kalau. Les victimes auraient été exécutées par des présumés rebelles des ADF; au regard du mode opératoire de l'ennemi, a-t-il indiqué.

Kwilu : près de 90 cas de trypanosomiase humaine africaine recensés en 9 mois. Selon le médecin coordonnateur provincial du programme national de lutte contre la trypanosomiase humaine africaine au Kwilu, 15 zones de santé sont touchées sur les 24 que compte cette province. Dr Pathou Nanzobo parle de difficultés rencontrées dans la lutte contre cette maladie et annonce l'inscription d'une ligne budgétaire de 9 millions de FC (4 500 USD) par le gouvernement provincial du Kwilu pour l'élan de l'élimination de la trypanosomiase.

Nord-Kivu : les populations de Rutshuru et Nyirangongo appelées à soutenir l'armée. « Nous condamnons l'incendie de deux véhicules de la Monusco par des personnes non autrement identifiées à Kanyaruchinya et appelons la population de ces deux territoires à s'abstenir de tout actes de violence et des attaques vis-à-vis de la Monusco, partenaire direct du gouvernement congolais qui accompagne ce dernier temps les Fardc dans les patrouilles et autre activités militaires, visant à bouter dehors les ennemis de la RDC», a déclaré le président de la société civile de Nyirangongo.

Kinshasa : ouverture de l'Assemblée plénière extraordinaire des évêques de la Cenco. « L'objectif essentiel de cette session est de se former et s'informer des mesures d'application de l'Accord-Cadre entre le Saint-Siège et le gouvernement de la RDC sur des matières d'intérêt commun ». Cet accord avait été signé le 20 mai 2016 et dont l'échange des instruments de ratification a eu lieu le 17 janvier 2020.

La FEC réclame l'asphaltage de la route Mahagi-Kisangani en contrepartie d'une taxe conventionnelle. Selon cet accord, chaque camion-citerne qui entre ou qui transite par l'Ituri paie la taxe conventionnelle estimée à 1000 USD au Fonds d'entretien routier. En contrepartie, le gouvernement provincial de l'Ituri devait arranger les routes voire asphalté certaines 5 kms d'artères principales dans chaque chef-lieu de territoires. Près de trois ans après la signature de cet accord, le président de la FEC du territoire d'Aru, constate qu'aucune route n'est asphaltée. Les pétroliers se plaignent de l'état délabré des routes de cette partie du pays alors qu'ils paient leur taxe.

Mbuji-Mayi : 5 bus Transco déployés dans la ville, afin d'assurer le transport public des personnes. Cependant, des sources proches du gouvernement provincial indiquent que les lignes à desservir, les frais de transport, ainsi que le début des opérations de transports des personnes ne sont pas encore définis par les autorités provinciales.

Niamey : les ministres africains de l'industrie s'engagent à booster l'industrialisation du continent, en mobilisant les financements. Ils ont pris cet engagement lors de leur réunion présidée lundi 8 novembre à Niamey (au Niger) par le ministre congolais de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya. A cette occasion, le ministre congolais de l'Industrie a partagé l'expérience de la RDC avec son Plan directeur d'industrialisation et le processus d'installation d'une première usine de fabrication des précurseurs des batteries électriques.

Sud-Kivu : plusieurs camions bloqués sur la route Bukavu-Goma. Plusieurs tronçons de la route Bukavu-Goma sont très délabrés dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Des camions des marchandises, des véhicules des humanitaires y sont bloqués depuis quelques jours. C'est depuis Kasheke jusqu'à Minova, où la route est fortement impraticable. L'Office des routes/Sud-Kivu rassure que les matériaux sont disponibles pour intervenir à tout moment. Le financement est aussi prêt.

Tanganyika : inauguration de l'hôpital du Cinquantenaire à Manono. Cet hôpital moderne construit depuis 2010 a été rénové sur financement du gouvernement central. Il a une capacité d'accueil de 250 lits, 8 pavillons, une morgue, un incinérateur. Presque tous les services y sont organisés, dont la pédiatrie, médecine interne, maternité, une salle d'opération... Il est équipé d'un matériel dernière génération en imagerie, ophtalmologie. D'après des sources à Kongolo, les équipements dont le gouvernement central a doté à cet hôpital n'ont pas été réceptionnés dans la totalité. Sur 70 tonnes d'équipements médicaux, seules 35 tonnes ont été réceptionnées l'autre partie serait détournée, indiquent ces sources. L'hôpital du Cinquantenaire/Manono a débuté mardi avec une campagne d'intervention chirurgicale gratuite au bénéfice de la population.

Sud-Kivu : la CNDH plaide pour la création d'écoles pour les enfants sourds-muets à Idjwi. Selon la Commission nationale des droits humains/Idjwi, seuls les enfants sourds-muets n'ont pas une école où apprendre à lire, à écrire et à calculer ; hormis les centres. Elle estime qu'ils constituent une minorité oubliée et demande aux autorités de créer par arrêté ministériel des écoles aussi pour ces "enfants victimes de leur handicap ».

Beni : le conseil de la jeunesse dénonce le manque d'infrastructures de base à Benengule, dans la commune de Beu, Sud-est de Beni (Nord-Kivu). Il s'agit notamment du terrain de jeu, du marché, des routes et même de structures sanitaires. « Nous plaidons auprès des autorités de affaires foncières qu'à chaque fois qu'ils créent un lotissement dans un quartier, qu'ils pensent à la jeunesse en leur réservant un lieu pouvant leur servir pour le sport et un lieu pouvant servir la communauté comme petit marché ».

Sud-Kivu : les enseignants des écoles primaires publiques décrètent une grève de 3 jours. Ils réclament les arriérés de la prime de gratuité de trois mois. En réponse, le directeur du Service de contrôle et de paie des enseignants, rassure : « Après avoir contacté notre hiérarchie, il y a déjà une lueur d'espoir, car une solution venait d'être trouvée au niveau de la banque centrale sur les arriérés sur la prime de gratuité des trois mois. Donc, nous demandons à tous les enseignants de prendre leur mal en patience. Ils verront une solution immédiate à leurs revendications et tous seront payés avec effet rétroactif ».

Mercredi 9 novembre.

COP 27: la RDC met son potentiel forestier à la disposition de l'humanité (Eve Bazaiba). La vice-Premier ministre en charge de l'Environnement, à la Conférence mondiale sur le climat (COP27) a insisté sur le fait que la RDC est la solution naturelle dont l'humanité a besoin pour séquestrer la pollution, grâce au potentiel du bassin du Congo : « Il s'agit du potentiel forestier que nous mettons à la disposition de l'humanité (...) Le bassin du Congo signifie 268 millions d'hectares de forêts tropicales ». La délégation congolaise à ces assises, entend contribuer de manière globale à la consolidation du leadership environnemental et climatique par sa participation, ses interventions ainsi que ses activités à entreprendre. **Sama Lukonde plaide pour des moyens financiers conséquents en faveur des pays contributeurs à l'écosystème mondial.** "La RDC apporte des solutions certes, mais elle a aussi besoin de répondre aux attentes de sa population", a insisté le Premier ministre devant les conférenciers. Il a plaidé ainsi pour une allocation de moyens financiers conséquents en faveur des pays non pollueurs et contributeurs à l'écosystème mondial. "Aujourd'hui, pour toutes ces solutions que nous apportons, nous avons aussi besoin de donner des réponses à nos populations. Ces populations à qui justement nous demandons de préserver ces forêts, à qui nous demandons d'avoir un recul sur la déforestation et les espaces sur lesquels ils peuvent cultiver. D'où ce besoin d'adhérer à ce type d'initiative où tous les pays contributeurs à ces questions du climat peuvent se mettre ensemble, parler d'une seule voix, pour leurs populations. C'est pour ça que nous réclavons ces moyens financiers, c'est ça notre rôle en tant que dirigeants pour apporter des solutions à nos populations". **COP 27 : l'hydrologue Kisangala appelle à la construction des berges en dur pour protéger les terres côtières de Moanda.** « Les 47 km de l'océan Atlantique qui longe

la RDC, à partir de Moanda, sont menacés par les érosions côtières, nécessitent des travaux de protection à l'aide des financements climatiques ». Il a cité des études qui démontrent que chaque année la RDC perd beaucoup de terres qui sont englouties dans l'océan atlantique.

Patrick Muyaya : "L'appel à la vigilance du chef de l'État n'est pas à confondre avec la création des groupes d'auto-défense". Le ministre de la Communication et Médias, a notamment mis en garde tous ceux qui voudraient profiter de la mauvaise interprétation des propos du chef de l'Etat pour s'adonner à des tracasseries et autres formes de représailles sur certains compatriotes à travers le pays.

Bunia : l'armée enregistre plus de 50 recrues en 3 jours. Ces personnes désireuses de servir sous le drapeau ont ainsi répondu à l'appel du Chef de l'Etat, lancé la semaine dernière, "à se mobiliser pour faire face à l'agression dont la RDC est victime par le Rwanda à travers le M23". Parmi ces recrues, dont le nombre augmente quotidiennement, figurent aussi des filles.

Mai-Ndombe: le député provincial Moïse Makani déplore les atrocités à Kwamouth. Il dénonce la dernière attaque, le 7 novembre, contre le village Boku du groupement Baboma sud, territoire de Kwamouth. Selon lui, cette attaque n'a pas fait 20 morts, comme annoncé par certaines sources, mais plutôt 35 morts ainsi que l'incendie de plusieurs maisons. Cet élu du peuple a estimé que le gouvernement central n'en fait pas assez pour juguler l'insécurité à Kwamouth. Il l'accuse d'indifférence. Il en appelle à l'implication personnelle du Chef de l'État.

Nord-Kivu : retour au calme après les bombardements des positions du M23 par l'armée. Ce mercredi dans la matinée, l'on observe un retour timide des habitants qui avaient fui en Ouganda, la veille vers 10 h, lors de ces bombardements. Les rebelles du M23 maintiennent toujours leurs positions dans le groupement de Jomba. Ce qui ne rassure pas du tout les habitants quant à leur sécurité. Pendant ce temps, d'autres combats ont opposé, mardi 8 novembre, les rebelles du M23 à certains groupes armés locaux.

L'Association franco-congolaise de la maladie de vitiligo s'implante à Kinshasa. « La lutte consiste à faire inscrire le vitiligo sur la liste des maladies reconnues en RDC, à sensibiliser les malades à ne plus se cacher, à faire comprendre à la communauté entière qu'il n'y a pas de risque de contamination et que c'est une maladie comme toutes les autres », a indiqué la présidente de cette organisation. L'origine du vitiligo n'est pas encore connue mais il se manifeste par la perte des mélanocytes qui entraîne la dépigmentation de la peau.

L'Assemblée nationale vote contre le brassage ou l'intégration des groupes armés au sein des forces de défense et de sécurité. L'Assemblée nationale interdit au gouvernement, « d'amorcer toute négociation avec des forces négatives en vue de procéder à leur intégration, brassage ou mixage ». Elle a voté une résolution à cet effet. Le M23 étant un mouvement terroriste soutenu par l'armée rwandaise, il ne mérite pas des négociations avec la RDC a déclaré le rapporteur de l'Assemblée nationale. Cette résolution votée par l'Assemblée nationale intervient alors que la RDC s'apprête à participer aux pourparlers de Nairobi qui s'ouvrent la semaine prochaine au Kenya.

Lubumbashi : la mairie rappelle la mesure d'interdiction d'accès des motards au centre-ville. Ces derniers jours, les taximen motos ont, à nouveau, envahi des artères du centre-ville, obstruant même le passage des piétons, malgré cette interdiction en vigueur. Elle a menacé de trainer les réfractaires devant les instances judiciaires.

Tshopo : plus de 480 agents de la DGRPT mis en congé technique. Ce congé technique est motivé par la réorganisation de l'administration fiscale de la province. Le Directeur général de la Direction générale des recettes de la Tshopo a expliqué que la réorganisation de son service a aussi pour but de le rendre plus performant ».

Mbuji-Mayi: le maire astreint les églises au respect des règles d'hygiène aux lieux de culte. Il leur reproche de ne pas avoir de toilettes ou latrines ou encore de ne pas bien les entretenir, s'ils en ont. Il dit craindre la propagation des maladies dans la ville à cause de cette situation d'insalubrité.

Nord-Kivu : les déplacés touchés par les maladies respiratoires et diarrhéiques à Kanyarutshinya (MSF). "Ces déplacés sont affectés par les maladies respiratoires parce qu'ils n'ont pas d'abris. La plupart passe la nuit à la belle étoile, les autres sont dans des écoles, dans des églises ; donc dans des conditions où ils sont exposés à des intempéries nuit et jour. Les maladies diarrhéiques sont liées au manque des latrines". Pour prévenir la propagation des maladies diarrhéiques dans les différents sites qui hébergent ces déplacés, MSF/Belgique

propose que ces gens soient délocalisés des écoles pour être localisés dans des lieux où ils sont sécurisés par rapport aux intempéries.

Masisi : reprise timide des activités socio-économiques à Mwesso. Cette reprise intervient après les incidents qui ont secoué le week-end dernier la zone après les meurtres du secrétaire administratif de la cité et d'un agent de de l'ONG-Handicap International. Cette reprise des activités est consécutive aux multiples appels au calme lancés par les autorités territoriales et la notabilité du territoire de Masisi aux différentes communautés.

Beni : 2 civils tués dans une nouvelle attaque attribuée aux rebelles ADF à Kabasha, sur la route Beni-Butembo (Nord-Kivu). Selon la société civile locale, il s'agit d'un bilan provisoire car plusieurs autres personnes sont portées disparues. Parmi les personnes portées disparues, figurent plusieurs enfants. Ces assaillants ont aussi pillé des marchandises dans des maisons, des boutiques et des médicaments dans des officines pharmaceutiques avant de les incendier. Ils ont brûlé quatre véhicules, le centre de santé de Kabasha et le commissariat de la police.

Pas d'embargo sur les armes pour la RDC (ONU). Le chef de la délégation du Conseil de sécurité des Nations unies a soutenu que seuls les groupes armés sont concernés par cette mesure d'embargo. Ils ne peuvent se procurer ni des armes ni des munitions. Le président du Sénat congolais a insisté auprès de son hôte, sur la création d'un tribunal international pour le Congo, afin de juger toutes les personnes impliquées dans les massacres et autres atrocités commis sur le sol congolais depuis les années 1990 jusqu'à ce jour et qui continuent d'endeuiller le pays.

Légère hausse des cas de COVID-19 à Kinshasa, entre fin octobre et début novembre. Le coordonnateur du secrétariat technique du comité multisectoriel de lutte contre la COVID-19, appelle les Congolais à la vigilance pour faire face à cette recrudescence car, selon lui, il n'avait jamais dit que la pandémie était déjà finie comme beaucoup l'ont interprété.

Le ministre des Affaires étrangères de l'Angola à Goma pour "booster la mise en œuvre de la feuille de route" de Luanda, par les trois Chefs d'Etat des pays de la CIRGL; à savoir : la RDC, le Rwanda et l'Angola. «La feuille de route de Luanda prévoit le mécanisme ad hoc de vérification des violations pour que nous soyons tous éclairés de l'une ou de l'autre partie de ce qui sera passé. Le gouverneur, le général Nsone, est là, pour compléter le travail qui est en train d'être fait ici. Nous sommes conscients de la souffrance du peuple de ce côté de la RDC c'est pourquoi nous n'épargnerons aucun effort pour que la paix revienne dans cette partie ».

Beni : lancement de l'opération «Kasindi sans sachets ». Ce projet consiste à collecter les sachets dans la cité frontalière de Kasindi et ses environs. Une prime de motivation de 2 USD est allouée pour un kilogramme de sachets. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la prévention de la dégradation de l'environnement par des sachets non biodégradables et la lutte contre les maladies hydriques. Selon lui, l'étape suivante consiste au recyclage et à la production des pavées écologiques dont la matière première se constitue de ces déchets plastiques. C'est de cette manière que plusieurs jeunes désœuvrés seront occupés, précise le coordonnateur de la Mutuelle pour le développement populaire.

Agression de la RDC : Constant Mutamba demande aux USA de sanctionner économiquement le Rwanda. Dans un mémorandum déposé à l'Ambassade des USA à Kinshasa, après une marche pacifique, la Dynamique progressiste révolutionnaire, demande aux Etats-Unis de « se désolidariser du Rwanda. De prendre des sanctions économiques qui s'imposent contre lui et d'obliger ses troupes de quitter immédiatement le sol congolais".

Kinshasa: le site de l'Unikin validé comme village des IXes jeux de la Francophonie. Le Comité permanent de la Francophonie, à l'issue de sa session ordinaire tenue le 8 novembre a adopté à l'unanimité la proposition de la RDC de délocaliser le village des IXes jeux de la Francophonie au site universitaire. A ce jour, trente pays ont déjà confirmé leur participation, sur les 42 pays qui avaient exprimés leur intention de participer aux IXes jeux de la Francophonie. La RDC profitera du sommet de la Francophonie pour multiplier le lobbying.

Jeudi 10 novembre.

Affaire de 21 000 USD d'émoluments pour les députés : Delly Sesanga auditionné par une commission spéciale. Au sortir de cette audience, il a affirmé à la presse avoir déposé à cette commission spéciale les éléments de preuves qui confirment, selon lui, qu'un député national touche 21 000 USD par mois. Tout était parti d'un message adressé au peuple congolais, le 30 août dernier, par l'opposant Martin Fayulu. Ce dernier se disait «profondément indigné d'apprendre que la rémunération des députés nationaux s'élève depuis janvier

2022 à 21 000 dollars par mois, en violation flagrante de la loi budgétaire ». Cette déclaration avait été approuvée par les députés Delly Sessanga et Jean-Baptiste Muhindo, mais démentie par le collectif des députés nationaux. En septembre dernier, une commission spéciale temporaire avait été mise en place à l'Assemblée nationale pour entendre les députés Jean-Baptiste Muhindo Kasweka et Delly Sessanga, sur cette affaire.

Beni : l'installation de la clôture électrique, en cours, au parc des Virunga va respecter le délai d'exécution (ICCN). L'équipe en charge de la pose de la clôture électrique est constituée des techniciens de l'Institut Congolais pour la conservation de la Nature, (ICCN) ainsi que des représentants des différentes composantes étatiques et communautaires. L'opération se passe bien hormis quelques incidents impliquant des habitants des villages proches de la zone du parc, et qui avaient vraisemblablement oublié que cette opération était en cours. Une descente d'évaluation de réalisation de ce projet est prévue dans les tous prochains jours par le chef de secteur afin de rassurer la population du bon déroulement de ce projet.

Guerre contre le M23: les alliés de l'UDPS recommandent au gouvernement l'expertise des retraités de l'armée, afin de bénéficier de leurs conseils stratégiques face à la guerre menée par le M23, soutenu par le Rwanda. Ils exhortent aussi les jeunes à rejoindre les rangs des Fardc. Les alliés de l'UDPS appellent le peuple congolais «dans sa diversité et dans l'unité, à constituer de forces de surveillance et de dénonciation des traites ».

Maniema : le FIDA et le gouvernement évaluent l'état de la route Kindu-Kailo en vue de sa réhabilitation. L'objectif de cette mission est d'évaluer l'état des infrastructures routières ciblées pour bénéficier de l'appui du Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) en termes de réhabilitation ou de construction.

Rebecca Lukusa, programme analyste pour le bureau pays du FIDA en RDC, a constaté que cette route d'importance capitale est délabrée. Elle a indiqué que le FIDA devra la réhabiliter pour mieux aider les petits producteurs qui sont la cible privilégiée des actions de ce fond.

Kinshasa: les étudiants manifestent leur soutien aux Fardc à travers une marche pacifique. L'objectif de leur marche était de soutenir non seulement les Fardc en guerre contre la rébellion du M23 dans l'Est du pays ; mais aussi le Président de la République, commandant suprême des forces armées.

Nord-Kivu : situation sécuritaire tendue à Rugari et Kiwanja. Au niveau de Rugari, les échanges des tirs ont opposé, le 9 novembre, les rebelles du M23 aux combattants locaux qui appartiendraient au collectif des mouvements pour le changement, (CMC-Nyatura). Au niveau de Bunagana, un calme règne, deux jours après les premiers bombardements aériens des positions de M23 par les Fardc. Au niveau du chef-lieu du territoire de Rutshuru et dans la cité de Kiwanja, les habitants parlent d'une inquiétude due à une mobilisation des rebelles qui seraient en train de creuser des trous de fusiliers et de mitrailleuses autour de la cité de Kiwanja.

Beni : 13 corps de civils tués découverts à Bashu. Les victimes, dont les corps ont été découverts avec consternation, étaient des cultivateurs enlevés depuis le 4 novembre par les ADF alors qu'ils étaient en pleine activité champêtre dans cette partie sud-est du territoire de Beni. Vraisemblablement, ils ont finalement été abattus dimanche 6 novembre dans ces vastes champs, estiment des sources locales.

Haut-Katanga : 2 décès à la suite du choléra à Likasi. Deux personnes sont décédées et plusieurs cas de diarrhée et de vomissement sont enregistrés à Likasi (Haut-Katanga), à cause du choléra qui sévit dans la ville. Le Programme élargi de vaccination (PEV) lance un appel à la population pour qu'elle observe les mesures d'hygiène afin d'arrêter la progression de cette maladie.

Ituri : au moins 2 morts dans les échanges des tirs entre la branche réfractaire de la FRPI et la marine ougandaise. L'incident a eu lieu la nuit de mercredi 9 novembre, vers l'îlot de Matete dans le territoire d'Irumu. Selon des sources de sécurité, six autres ougandais auraient été pris en otage. Plusieurs sources affirment que ce groupe des miliciens réfractaires au processus de paix a multiplié les attaques sur les eaux du Lac Albert.

Guerre contre la RDC : l'Union des républicains dénonce l'implication de certains lobbyings étrangers, dans ce qu'il qualifie « de complot contre la RDC pour mieux piller ses richesses ». Ce complot pousse les populations congolaises à quitter leurs terres. Pour ce parti, « la voie pacifique n'a aucun sens devant celui qui utilise la violence pour massacrer ». Il estime que cette situation sécuritaire va conditionner la tenue des élections.

Equateur : campagne de vaccination contre la polio, plus de 600 000 enfants attendus. Le gouverneur de province, a invité les parents à présenter leurs enfants aux vaccinateurs. Ceux-ci vont sillonner quartier par

quartier, village par village, en vue de la réussite de cette opération. L'objectif de la campagne, est de stopper l'actuel virus dérivé de type II, encore en circulation en RDC. D'où la nécessité de cette vaccination.

Tanganyika : les commissionnaires en douane dénoncent la multiplicité des taxes au port de Kalemie. D'après le vice-président de l'Union de commissionnaires en douane agréé du Tanganyika, cette multiplicité des taxes au niveau du port de Kalemie pousse certains opérateurs économiques à déclarer leurs marchandises à Uvira qu'ici à Kalemie qui est leur milieu de travail et de consommation finale de leurs produits.

Nord-Kivu : le PAM apporte une assistance alimentaire à plus de 16 000 ménages des déplacés, notamment à Kanyaruchinya et Munigi, près de Goma, fuyant les récents affrontements entre les Fardc et le M23 dans le territoire de Rutshuru. Cette ration comprend la farine de maïs, le haricot ou le petit pois, l'huile végétale et le sel pour 15 jours. En plus des aliments, le PAM a distribué également des biscuits à haute valeur énergétique aux femmes enceintes, aux femmes allaitantes et aux enfants de 6 mois à 59 mois.

La Cenco appelle à la mobilisation générale pour contrer la balkanisation du pays. « Ne croisons pas les bras, en tant que peuple uni et debout, nous constituons une force. Restons vigilants et mobilisons-nous... mettons-nous tous debout pour sauvegarder l'intégrité territoriale de notre pays. Les évêques encouragent l'Etat à assurer aux citoyens le bien-être social, la sécurité et au pays son intégrité territoriale. Pour ce faire, ces membres de la Cenco préconisent l'effectivité de l'effort de guerre : « A cet effet, il faudrait impérativement réduire le train de vie de nos institutions et de nos dirigeants pour renforcer nos moyens de défense, moderniser et équiper conséquemment notre armée et bien motiver nos forces de sécurité ». Ils ont projeté une marche pacifique le 4 décembre prochain.

Les pêcheurs du lac Albert appellent à la délimitation des eaux congolaises et ougandaises. Le comité des pêcheurs du lac Albert à Tchomia (Ituri) recommande à l'Etat congolais de baliser les eaux de ce lac pour faciliter cette délimitation. Cet appel intervient une semaine après que certains pêcheurs congolais ont été traqués et vu leurs matériels saisis par des autorités ougandaises. La marine ougandaise les accuse de violer intentionnellement les limites autorisées pour la pêche, mais également de pratiquer la pêche avec des filets prohibés.

Beni : début de la campagne de dépistage volontaire et gratuit contre le diabète, dans tous les hôpitaux publics de la zone de santé de Beni (Nord-Kivu). Cette activité est organisée en prélude de la journée internationale de lutte contre le diabète, célébrée le 14 novembre de chaque année. « Quand vous vous dépistez en temps, vous pouvez prendre des précautions pour éviter les complications ».

Mbuji-Mayi : environ 45 maisons démolies dans la concession de la RVA. Selon le maire de Mbuji-Mayi, la décision a été prise pour permettre aux entreprises sélectionnées pour moderniser l'aéroport de poursuivre les travaux débutés depuis quelques mois. Cette autorité urbaine avait donné un ultimatum de quatre jours aux populations vivant dans les environs de l'aéroport de Bipemba de déguerpir.

Nord-Kivu : remise de 100 000 tonnes de vivres et non vivres aux déplacés de Rutshuru, installés dans le Sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu). A travers une caravane dite humanitaire, le ministère des Affaires sociales, leur a également remis une enveloppe de 40 000 USD ainsi que des médicaments. Cette assistance du gouvernement central a été distribuée aux déplacés avec l'appui de l'Assemblée nationale et du caucus de députés nationaux élus du Nord-Kivu. Pour sa part, la société civile de Lubero appelle à la mobilisation de tous les Congolais afin d'apporter assistance à toutes ces familles de déplacés de Rutshuru.

L'hôpital général de référence de Beni doté d'un bloc opératoire moderne. Les travaux de construction de ce bloc opératoire ont été financés par l'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi. La dotation de ce matériel opératoire vient répondre à un besoin réel, longtemps ressenti par cette structure sanitaire.

Sud-Kivu : retrait de la Monusco du territoire de Shabunda. La Monusco a fermé, jeudi 10 novembre, ses portes dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu). Après une décennie passée dans ce coin du pays au service de la population, le contingent Indonésien a été redéployé en Ituri. Tout le matériel essentiel a aussi été légué à la communauté par le biais des autorités locales et provinciales. Cette cérémonie a eu lieu devant toutes les forces vives de Shabunda qui ont regretté la fermeture de la base de la mission onusienne. La cheffe du bureau indique que la Monusco a fait sa part et aux autorités de faire la leur : « L'Etat est là. Les forces de défense et de sécurité sont là et l'administration locale est aussi là. Nous pensons qu'ils vont continuer à remplir leur rôle. Si le besoin se ressent on peut revenir pour des missions ponctuelles pour appuyer les Fardc ». Elle a assuré que les agences de l'ONU présentes à Shabunda pourraient poursuivre, sous une autre forme, le travail de la mission onusienne.

Vendredi 11 novembre.

Le Conseil de sécurité annonce des sanctions contre les pourvoyeurs des milices opérant en RDC. « Toute entité ou autorité qui soutient les groupes armés qui opèrent dans l'Est de la RDC peut être sanctionnée par le Conseil de sécurité des Nations unies, si tous les faits sont documentés ». Cette instance a la charge de recueillir les informations sur l'origine et la circulation des armes. Le comité des sanctions de l'ONU va en outre documenter les cas de violations de droits de l'homme, des violences sexuelles commises dans la partie Est de la RDC.

Bunia : l'UNADI appelle à l'aboutissement du processus de Nairobi. Le gouvernement s'est engagé dans un processus de paix avec les groupes armés actifs dans l'Est de la RDC avec pour objectif, le désarmement de ces combattants. Pour le président de l'union des associations culturelles pour le développement de l'Ituri, le programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (DDRC-S) est la voie pour rétablir la paix en Ituri. Ainsi, il appelle les membres des différentes communautés de cette province à sensibiliser les combattants des groupes armés à intégrer ce programme

Nord-Kivu: le calvaire des femmes enceintes fuyant la guerre à Rutshuru. Un calvaire vécu par des centaines de femmes du territoire de Rutshuru. Elles ont dû parcourir de longs kilomètres à pied, fuyant la guerre dans leur territoire. Depuis l'afflux de ces déplacés à Kanyaruchinya, une dizaine de femmes fuyant la guerre ont accouché dans ce centre. A leur sortie, les bébés vont tout droit au site de déplacés avec leurs mères, rejoindre le reste de leurs familles. Ainsi, déjà à leur naissance, ils portent le statut des déplacés de guerre. La maternité du centre de santé reçoit en consultation prénatale chaque semaine en moyenne 130 femmes enceintes, déplacées de guerre. « Nos enfants n'ont rien fait pour mériter de naître dans cette souffrance », explique l'une d'elles.

Kinshasa : l'ONG « Informe-moi » appelle les jeunes étudiants à une masculinité positive. Il s'agira évidemment, de sensibiliser les jeunes étudiants sur ce concept, parce que c'est une approche morale innovatrice qui appelle à la non-violence. « On veut surtout que les hommes puissent bousculer ce stéréotype qui relègue les femmes en seconde position et soutiennent les dominations masculines ».

Kwilu: 7 morts dans l'attaque du village Mayala à Bagata, le 10 novembre pendant la nuit, par des hommes armés. Ils ont tués personnes et incendié des maisons. Cette attaque a provoqué une panique totale qui s'étend de Mayala vers les villages environnants. L'administrateur appelle les autorités compétentes à sécuriser son territoire.

Beni : campagne de vaccination contre la COVID-19 à Mutwanga. La troisième campagne de vaccination anti-Covid-19 a été lancée jeudi 10 novembre dans la zone de santé de Mutwanga au territoire de Beni (Nord-Kivu).

Rutshuru: les Fardc lancent des tirs d'artillerie lourde sur les positions du M23, entre la localité de Kabaya et de Rugari voisin. Jusqu'à présent aucun bilan de ces attaques n'est disponible. Depuis deux jours, des sources dans la région parlent d'une progression des militaires Fardc qui auraient déjà repris le contrôle de Mabenga. Du côté de la cité frontalière de Bunangana, certaines sources alertent sur le renfort des troupes rebelles.

Beni: l'armée dit « prendre au sérieux » les menaces sécuritaires dans la région. Le porte-parole des opérations militaires Sokola 1, a indiqué « nous avons défait cet ennemi sur la route Beni-Kasindi, sur la route Mbau-Kamango, Eringeti-Komanda, mais aujourd'hui l'ennemi intensifie ses actions sur la route Beni-Butembo. Cela veut dire que, l'ennemi veut maintenant couper la transaction entre Beni et la ville de Butembo. Et nous avons déjà pris ça au sérieux, nous avons déjà mis des dispositions sécuritaires efficaces pour contrer cet ennemi à ne pas déranger les commerçants et les trafiquants qui utilisent cette route ».

Nord-Kivu : le PAM déplore le pillage des cantines scolaires dans 6 écoles à Rutshuru. Le Programme alimentaire mondial confirme le pillage des stocks de nourriture par des groupes armés qui ont ciblé ces écoles primaires. Il les appelle à se conformer à leurs obligations, en vertu du droit international humanitaire, à respecter les opérations humanitaires et à garantir un accès sûr et sans entrave aux personnes bénéficiaires.

Tshopo : Tropenbos RDC alerte sur l'impunité des crimes environnementaux. Les menaces qui pèsent sur l'environnement dans la province de Tshopo sont indéniables, selon le Directeur de Tropenbos RDC. Les arbres sont coupés anarchiquement, les animaux abattus, l'air et l'eau pollués en violation des lois sur l'environnement et cela en toute impunité. Il en appelle à une prise de conscience des acteurs judiciaires : « Il y a un sérieux

problème en ce qui concerne ces crimes environnementaux parce qu'il en va de notre vie et c'est même plus grave que les crimes contre l'homme tout simplement parce que ça concerne l'ensemble des êtres vivants ».

Le Sud-Kivu se dote d'une usine de production d'oxygène médical. Avec une production journalière de 240 litres, cette centrale est capable de couvrir tous les besoins en oxygène médical de plusieurs structures hospitalières de la région. Son inauguration a eu lieu le 10 novembre à Mudaka, dans le territoire de Kabare. Elle est l'œuvre du centre hospitalier Biopharm de Bukavu, avec le financement de la coopération suisse. Pour la coopération suisse, bailleur de fond du projet, cette usine est une réponse aux besoins des hôpitaux du Sud-Kivu.

Beni : 6 cas de viols recensés à Mangani en l'espace d'un mois. Le président de la société civile attribue ces forfaits aux bandits armés qui sévissent dans ce coin après avoir fui Mambasa et autres milieux de vie. A l'occasion, il a invité les jeunes à se désolidariser de ces malfrats et a également appelé la population à dénoncer toute personne suspecte aux services de sécurité. « Nous devons nous contrôler l'un à l'autre ».

Goma : un homme abattu au quartier Ndosho. Ce drame s'est produit à 20 h sur l'avenue Renga, dans la partie Ouest de la ville. La société civile du quartier Ndosho condamne cet incident et déplore la dégradation de la situation sécuritaire dans cette entité de la commune de Karisimbi. Cette structure exige des enquêtes pour que les auteurs de ce meurtre soient dénichés et traduits en justice.

Ituri : reprise des activités commerciales et agricoles à Walese Vonkutu, territoire d'Irumu sur le tronçon Komanda-Luna (Ituri). Le coordonnateur de la société civile indique que cette reprise est consécutive au retour des populations qui avaient fui, depuis cinq mois, les exactions des rebelles ADF. Ce retour est dû à la vie difficile qu'elles menaient dans leur lieu de refuge et à l'accalmie observée à la suite des opérations militaires menées contre ces ADF dans cette contrée. Ces retournés sont installés dans environ 14 villages du groupement Bakpulu et 18 autres sur les 27 autres que compte le groupement Bandavilemba. Par ailleurs, de nombreux déplacés sont également retournés dans leurs villages vers Boga et Tchabi où les ADF sont toujours très actifs.

Samedi 12 novembre.

Le gouvernement opposé à toute négociation sur l'intégrité territoriale du pays. « Nous ne changerons pas cette conditionnalité. Nous devons avoir de dialogue, mais nous ne négocierons jamais sur l'intégrité territoriale, la souveraineté, l'indépendance de notre pays et le bien-être de nos populations ». Le chef de la diplomatie congolaise a tout de même accepté d'échanger avec le M23 à condition que cette rébellion se plie aux conditions du gouvernement. Parmi celles-ci, le gouvernement congolais exige entre autres au M23 de cesser ses activités criminelles, de se retirer des localités occupées : Bunagana, Ruthsuru-centre, Kiwanja et autres. « Que nos compatriotes qui ont été chassés par la violence reviennent à leurs domiciles et que cesse tout soutien à tous groupes armés et dans le cas d'espèces au M23. Si cela est fait nous sommes ouverts à des discussions ».

Masisi : des affrontements opposent des groupes armés à Nyamaboko, au sud du territoire de Masisi (Nord-Kivu). Il s'agit notamment de la coalition des APCLS de Janvier et les Nyatura contre les combattants de Nduma pour la défense du Congo, (NDC-Rénové). Ces accrochages ont à nouveau accentué le déplacement des populations des villages Ngululu, Mukohwa, Katanga et Bushaire dans cette entité coutumière.

Kwilu : 37 assaillants présumés auteurs des attaques à Bagata présentés à l'autorité provinciale. A cette occasion, le commandant de la 11^{ème} région militaires a indiqué que les opérations militaires se poursuivent pour traquer tous ces inciviques dans cette région. D'après lui, lesdits malfrats doivent subir la rigueur de la loi : Ces présumés assaillants ont été présentés avec leurs matériels dont 16 armes à feu, 22 machettes, 6 flèches et autres. Egalement avec plusieurs biens de valeurs pillés entre autres 20 panneaux solaires, 8 chaises en plastiques, 2 postes téléviseurs, 2 baffles, 2 vélos, une batterie, 5 gros sacs de maïs et quelques articles de beauté.

Kinshasa : une commission mise en place pour remédier aux problèmes d'inondations. La problématique des inondations à Kinshasa était au cœur d'une réunion le 10 novembre entre le vice-Premier ministre et ministre de l'intérieur, le gouverneur de la ville et tous les bourgmestres des communes. Le conseil a relevé que les inondations des artères et de certains quartiers ont mis en évidence un problème d'absence d'un plan d'entretien et d'assainissement régulier des voies d'évacuation des eaux de pluies et aussi de la nécessité de sévir face aux constructions anarchiques. Une commission présidée par le gouverneur a été mise en place pour trouver des solutions à court, moyen et à long terme. Son rapport est attendu lundi au bureau du vice-Premier ministre.

Kindu : clôture des travaux de la quatrième réunion du comité de pilotage du projet PIREDD. Ces travaux de deux jours avaient pour objectif entre autres la validation du mémorandum de collaboration entre les services

techniques étatiques et la GIZ, la présentation des avancées enregistrées en 2022, le plan de travail et le budget 2023 ainsi que la présentation du rapport synthèse des groupes de travail. Ce rapport est, en fait, les propositions des ONG pour la prochaine phase du programme.

Guerre dans l'est de la RDC : le Président angolais et l'ancien Président Kenyan attendus à Kinshasa. «Médiateur désigné par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de l'Union africaine (UA) pour la désescalade entre la RDC et son voisin agresseur, le Rwanda, le président de l'Angola, João Lourenço, arrive à Kinshasa ce samedi 12 novembre ». Cette visite s'inscrit dans le cadre de la relance du processus de Luanda. Le communiqué de presse de la Présidence ajoute qu' « après le président Lourenço, l'ancien Président Uhuru Kenyatta, facilitateur désigné par l'Union africaine dans le processus de Nairobi pour la paix et la sécurité dans l'est de la RDC, viendra à Kinshasa, dimanche 13 novembre, pour une visite de travail de 48 heures ». L'ex-chef d'État du Kenya va rencontrer à son tour le Président Félix Tshisekedi « en vue de préparer la rencontre de Nairobi III avec les acteurs engagés dans ce processus de paix, la dernière semaine de ce mois ». **Nord-Kivu : la situation reste tendue dans la zone des combats entre l'armée et les rebelles du M23**, notamment vers le Nord et Nord-est de la cité de Kiwanja, mais aussi dans les villages de Kisigari et Rugari au sud du territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). Jusque ce samedi matin, les tirs d'armes lourdes et légères étaient encore entendus dans la zone de Kahunga, au Nord de Kiwanja, et même dans celle de Rugari plus au Sud du territoire, affirment différentes sources civiles locales. **Combats Farde – M23 : les premiers militaires kenyans débarquent à Goma.** Il s'agit d'une centaine de militaires, déployés dans le cadre de la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC). Au terme de leur 3^{ème} conclave, le 20 juin à Nairobi au Kenya, les dirigeants des pays membres de l'EAC, étaient tombés d'accord sur le déploiement d'une force régionale pour « imposer » la paix dans l'Est de la RDC.

La province de Maniema intégrée au programme DDRC-S. "Je vous annonce qu'une mission sera ici le 27. Cette mission va organiser une séance de travail avec tous les administrateurs du territoire touchés par les affaires de la guerre, les chefs des secteurs et chefferies et aussi les membres du gouvernement, les membres de l'assemblée provinciale". Pour le gouverneur, les populations du Nord et Sud de la province Maniema peuvent espérer maintenant une paix durable : "C'est le programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation qui manquait. Maintenant là nous avons mené des lobbying et la province du Maniema est annexée automatiquement dans ce programme". Le gouverneur a aussi assuré la population du désenclavement de la province à travers les fonds alloués par le gouvernement central à l'office des routes pour réhabiliter les routes.

Bukavu : "Les LGBT ne devraient pas être considérés comme des marginaux sociaux" (CEDHUC). La clinique juridique Centre d'expertise en droits humains et criminologie (CEDHUC) a plaidé, le 11 novembre, pour la non-marginalisation des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles et transgenres (LGBT). Ce centre a fait son plaidoyer lors d'un atelier à Bukavu (Sud-Kivu), sur le renforcement des capacités en faveur des acteurs des organisations de la société civile et des organisations identitaires. Cet atelier de deux jours était appuyé financièrement par le programme des Nations Unies pour le développement PNUD. S'il est normal que les LGBT soient marginalisés à cause des pesanteurs culturelles, cela paraît anormal sur le plan des droits humains.

Kibasa Maliba: "Le gouvernement a déjà pris plusieurs mesures pour amener les entreprises de télécommunication à améliorer la qualité de leur service". Les préoccupations des députés étaient basées notamment sur la qualité de service des Telecom, le contrôle de flux de la maximisation des recettes et la gestion de la fibre optique.

Ituri : 16 enfants décèdent aux sites de déplacés de Jaiba et de Lodha. La plupart des abris de ces personnes déplacées ont été détruits pendant l'attaque des groupes armés en avril 2022 et d'autres sont déjà vétustes. Ce qui expose surtout les enfants aux intempéries et aux diverses maladies pulmonaires.

Décès de Kasongo Mwema Yamba Yamba. Le Président du Conseil d'Administration à l'Agence Congolaise de Presse, (ACP), journaliste et ancien porte-parole du Président de la République est décédé ce samedi 12 novembre à Kinshasa. Il s'est éteint après un malaise à l'âge de 70 ans.

Beni : le conseil de jeunesse plaide pour la création des centres de formation pour lutter contre la prostitution des mineures à Mangina. Le conseil de la jeunesse de la commune rurale de Mangina a dénombré plus de trente établissements de tolérance, ces jours-ci dans cette commune. Les filles mineures sont victimes de cette situation d'exploitation sexuelle à cause des conditions de vie dans ce milieu où vivent également beaucoup des familles des personnes déplacées. Le président du conseil de la jeunesse estime que pour mettre fin à cela il faut créer des centres des métiers qui peuvent permettre d'encadrer et d'occuper ces filles mineures.

Ituri : paralysie des activités à la suite de manifestations des jeunes à Mandima. Le trafic sur le tronçon Komanda-Mambasa a été également suspendu, après que des jeunes en colère ont barricadé la route pour protester contre la blessure d'un membre de leur groupe d'autodéfense par un policier. Ces jeunes faisaient de patrouilles la nuit dernière pour sécuriser leur entité contre les attaques des rebelles des ADF actifs dans la zone. Ces jeunes munis d'armes blanches se sont organisés en groupe d'autodéfense, conformément à l'appel du chef de l'Etat, pour barrer la route aux groupes armés dans leur entité. Selon la société civile locale, vers minuit, ils ont aperçu un policier qu'ils ont interpellé pour s'assurer qu'il ne s'agit pas d'un ennemi. Ce dernier a tiré pour se protéger et une balle a malencontreusement atteint l'un des jeunes, qui est grièvement blessé. Cet incident a suscité une vive tension dans le milieu. Ces jeunes en colère ont alors envahi les rues pour exprimer leur ras le bol.

Dimanche 13 novembre.

Retour de Martin Fayulu à Kinshasa : la police interdit tout attroupement. Martin Fayulu, qui rentre au pays ce dimanche a invité sa base à lui réserver un accueil chaleureux. Le commissaire provincial de la police, indique que, d'après les instructions de l'autorité urbaine de Kinshasa, cette initiative du parti Engagement pour la citoyenneté et le développement est interdite. Pour sa part, Martin Fayulu ne l'entend pas de cette oreille.

L'Angola tient au maintien de dialogue entre Kinshasa et Kigali. « La finalité est de parvenir au maintien d'un dialogue politique entre les autorités de la RDC et celles du Rwanda comme moyen de résolution de la crise politique entre les deux pays frères ». Le chef de la diplomatie angolaise précise également que Félix Tshisekedi et Joao Lourenço ont planché sur le déploiement du mécanisme de vérification abordé à Goma en RDC. Ainsi, la rencontre de Kinshasa à l'instar de celle de Kigali avec le président rwandais est une suite de la réunion tripartite tenue la semaine dernière à Luanda.

Nord-Kivu : le député Ngaruye accuse le M23 de recruter les jeunes à Rutshuru. « Ces jeunes sont forcés, pourchassés pour qu'ils soient recrutés de force dans les rangs du M23. Et ils sont très inquiets parce qu'ils ne sont pas d'accord, pas prêts à coaliser avec ce mouvement rebelle », a déclaré ce député. Il a invité les jeunes de Rutshuru à ne pas céder aux manipulations de cette rébellion. **Nord-Kivu : les Fardc repoussent l'attaque du M23 à Kibumba.** Les rebelles ont tenté en vain de faire incursion dans Kibumba, en passant par Kigeri. Entre-temps, l'armée loyaliste multiplie des efforts pour reconquérir les localités encore sous contrôle des rebelles.

Beni : coalition forces de l'ordre et jeunes pour renforcer la vigilance communautaire. « Vous êtes sans ignorer que beaucoup de leaders, beaucoup de jeunes ont mal interprété l'allocution du chef de l'Etat sur la création des groupes de vigilance. Alors, il a fallu expliquer aux jeunes leaders de Beni ce que le commandant suprême attend d'eux. Nous avons expliqué comment canaliser les alertes vers les autorités militaires qui ont le pouvoir de sécuriser la population », a expliqué le porte-parole des Fardc. Cette rencontre entre les forces de l'ordre et les jeunes de Beni a été organisée par le Bureau d'études et d'accompagnement.

Alice Wairimu à Kinshasa pour renforcer des mécanismes de prévention des atrocités. « Je suis venue en RDC pour examiner les questions qui relèvent de mon mandat. Et mon mandat est la prévention du génocide. Ce que mon bureau fait, c'est signaler les facteurs de risque qui pourraient exister et indiquer la présence des crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide », a expliqué la conseillère spéciale de l'ONU pour la prévention de génocide, Elle précise également que sa présence ne signifie pas qu'il y a un génocide au Congo.

Irumu : plus de 300 habitants de Baboa Bokoe décident de renforcer leur cohésion sociale. Ils ont pris cette décision à l'issue d'un échange organisé dans la localité de Centrale Soleniama, à 12 km de Bunia, chef-lieu de l'Ituri. Le chef de la chefferie de Baboa Bokoe, salue cette initiative qui vient mettre fin aux conflits entre ses administrés et les populations des entités voisines. Il a demandé à sa population de tourner la page afin de donner une chance à la paix pour soutenir les efforts des autorités de la province. A travers cette initiative de paix il dit viser les jeunes qui, selon lui, constituent le moteur de développement de ce coin de l'Ituri.

Kalemie : près de 50 enfants détenus à la prison centrale bénéficient de la nourriture. Le directeur de cette cellule pour enfant, reconnaît les mauvaises conditions carcérales de ces enfants. Il explique que cette cellule n'a que 3 lits et la majorité des détenus dorment à même le sol. Il souligne que ce pavillon construit par la Monusco il y a une dizaine d'années est exigü par rapport au nombre croissant de détenus. Il plaide ainsi pour la construction d'une autre cellule. L'assistance alimentaire à ces enfants est faite depuis 4 mois avec l'appui financier de l'ASBL « Mon Congo de la Belgique ».

Ituri : plus de 25 000 personnes retournées à leurs milieux d'origine à Mambasa et Djugu. Ces retournés vaquent déjà à leurs activités champêtres, leurs enfants ont repris le chemin de l'école et les marchés sont opérationnels. Dans le territoire de Mambasa, 13 500 personnes sont rentrées dans l'aire de santé de Lwemba. Elles représentent 80% des habitants qui avaient fui les affrontements du 2 au 5 septembre dernier entre les Fardc et les miliciens Maï-Maï. Cependant, ces retournés sont composés essentiellement des hommes qui disent avoir laissé leurs femmes et enfants dans des sites d'hébergement, en attendant l'instauration d'une paix durable. D'autres déplacés disséminés dans des dizaines de sites en Ituri traînent encore, hésitant des conditions sécuritaires dans leurs milieux d'origine. Pour la plupart, leurs maisons ont été incendiées ou saccagées par des groupes armés.

Ituri : des milliers de déplacés reçoivent de l'aide humanitaire. Dans le territoire de Mahagi, 3500 familles des déplacés et des familles d'accueil ont reçu de l'argent pour couvrir des besoins urgents pendant deux mois dans les zones de santé de Rimba et de Mahagi. Plus de 1700 autres ménages ont bénéficié de semences d'haricot, de maïs et de soja ainsi que d'outils aratoires. Selon les humanitaires, le don vise à leur permettre de relancer les activités agricoles en vue d'accroître leur production alimentaire. Toujours à Mahagi, 6700 autres personnes ont reçu du cash dans les aires de santé de Simbi et de Luga. Dans le territoire de Mambasa, l'ONG Action contre la faim (ACF) a aménagé douze puits d'eau pour desservir plus de 116 000 personnes, dont 14 000 familles de déplacés qui n'avaient pas accès à l'eau. Environ 400 familles de peuple autochtone ont aussi reçu des habits. L'ONG FECONDE a également assuré la semaine dernière la prise en charge médicale et l'accompagnement juridique de trois filles et une femme violées dans la zone de santé de Mandima. Selon les humanitaires, ces actions permettent de soulager la souffrance de ces sinistrés. Cependant, les besoins restent énormes pour satisfaire toutes ces personnes ; faute de moyens.

COP 27 : création du groupe de soutien de la RDC en matière de climat. Le groupe de travail RDC-USA sur le développement a été créé, le 12 novembre à Sharm-El Sheik (Egypte). Cette organisation se propose d'identifier et de renforcer le leadership congolais en matière de climat et vise également promouvoir la sécurité et le développement durable de la RDC. « Composé de 20 experts dont 10 congolais et 10 américains, devra travailler pour établir et mettre en œuvre un cadre transparent pour l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux, créer aussi un cadre favorable à l'exploration pétrolière et gazière qui puisse aider à atteindre l'objectif déclaré, à savoir la protection et la préservation des écosystèmes », a fait savoir la dépêche du gouvernement congolais. **Batteries électriques : Julien Paluku mobilise les partenaires à la COP-27.** Il a appelé les pays africains à adhérer au Centre africain de développement minier (CADM) et d'allouer des budgets pour la promotion du secteur industriel. La RDC a entamé l'initiative d'installation des usines de fabrication des batteries électrique avec la Zambie. Le ministre de l'Industrie dit avoir appris que la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique a fini la sélection de la firme qui va devoir faire les premières études de préfaisabilité de mise en place de cette usine. Afreximbank, BADEA et AFC sont des institutions africaines ayant accepté de financer la mise en place de ce projet.

Maniema : le bourgmestre de Kalima dénonce les tracasseries administratives, causées par les agents des services de l'Etat affectés aux différents postes de contrôle. Selon lui, ces agents extorquent l'argent aux paisibles citoyens lors de leur passage. De son côté, le gouvernement provincial encourage la population locale à dénoncer les abus des agents administratifs. Il exhorte les services affectés à toutes les barrières de la province à pouvoir respecter les instructions qui leur sont données ; de manière à ne pas être exposés à des sanctions très sévères.

Lundi 14 novembre.

Kinshasa : Uhuru Kenyatta appelle les Congolais à l'unité. L'ancien président du Kenya désigné facilitateur du processus de Nairobi par la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), séjourne à Kinshasa depuis le 13 novembre. Pour lui, les Congolais doivent plus que jamais développer le patriotisme, vivre et travailler ensemble. Il exhorte ainsi tous les combattants des groupes armés à déposer les armes : « Sachez que les armes ne font seulement des victimes. Elles ne peuvent jamais vous amener le développement et la richesse. Nous sommes là pour échanger avec le gouvernement et avec les Congolais pour voir comment nous pouvons ramener la paix dans le pays et amener la solidarité entre les différentes communautés et ethnies ».

Combats Fardc-M23 : le 2e vice-président de l'Assemblée nationale appelle les Congolais au patriotisme. Selon lui, les Congolais doivent dépasser leurs clivages politiques, « pour que tous nous puissions nous occuper de l'unité du pays, de son intégrité et que nous puissions gagner cette guerre, qu'on nous impose injustement ». Il invite les jeunes à intégrer l'armée pour faire face l'ennemi, appelant les autres qui militent encore dans les groupes armés à déposer les armes. **Nord-Kivu : reprise des combats entre Fardc-M23 autour de Kibumba.**

Depuis dimanche, les derniers habitants qui restaient encore dans la zone de Kibumba et Buhumba auraient quitté, et l'entrée dans Kibumba demeure coupée. Du côté du territoire de Rutshuru, les militaires Fardc venus de l'axe Tongo, à l'ouest de la zone occupée par les M23, ont attaqué les rebelles depuis 3h du matin, ce lundi, dans le village Ngerenge de la localité de Kalengera. Jusqu'à 10 h, des tirs étaient encore entendus dans cette zone.

Nord-Kivu : des journalistes bloqués à Kiwanja et Rutshuru sollicitent leur évacuation. Ces professionnels des médias disent craindre pour leur sécurité dans les jours à venir. L'un d'eux ayant requis l'anonymat a révélé qu'ils vivent dans la clandestinité, plus de deux semaines, depuis la prise de ces cités par les rebelles du M23. Ces journalistes redoutent d'être pris pour cibles afin de les obliger à reprendre de force le travail conformément à la ligne éditoriale de la rébellion.

Kwilu : des hommes armés extorquent de l'argent aux villageois de Bagata, afin de se procurer des cartouches pour poursuivre leurs attaques meurtrières, affirme le chef de secteur de Wamba. D'après lui, ces actes sont commis en complicité avec certains jeunes délinquants de cette partie de la province du Kwilu qui s'associent aux assaillants armés. Ces hommes sont également passés dans beaucoup de villages pour accomplir leurs sales besognes.

Les congolais appelés à bannir les discours de haine en vue de prévenir le génocide. « L'histoire nous a appris qu'il n'existe pas un seul génocide dans le monde, ni l'holocauste, ni le génocide de 1994 contre les Tutsis au Rwanda, ni le génocide de Srebrenica de 1995 en Bosnie-Herzégovine, qui n'ait été précédé, accompagné et suivi d'un discours de haine. Le discours de haine déshumanise les êtres humains. Les discours haineux décrivent les êtres humains, parfois comme des animaux. Vous entendez donc des êtres humains décrits comme des cafards, des vers, des poux, des puces. Cela a pour effet de déshumaniser dans l'esprit de la personne qui va perpétrer le génocide. Cela contribue à déshumaniser cet être humain pour en faire un animal qui peut ensuite être tué. Et quand on pense à ce que font les discours de haine, ils sont utilisés par les politiciens pour mobiliser les gens les uns contre les autres, surtout lorsque des événements majeurs se préparent, comme des élections... », a expliqué la conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour la prévention du génocide, en séjour à Kinshasa.

Beni : les conditions sanitaires restent difficiles au centre de santé de référence de Lume, quatre mois après l'attaque dont il a été victime. Cette structure sanitaire a été attaquée dans la nuit du 7 au 8 juillet dernier, avec plusieurs dégâts humains et matériels enregistrés. Les autorités locales plaident pour que ce centre soit remis à niveau, dans un coin où les gens meurent par manque d'une prise en charge sanitaire adéquate. Quatre mois après l'attaque du centre de santé de Lume, les activités tournent au ralenti. Les malades ne sont plus internés, ils sont consultés en ambulatoire par manque des moyens suffisants, explique le président du comité de santé à Lume. Le centre de santé de Lume dessert plus de quarante et un mille personnes à travers ces quatre aires de santé.

Maniema : les défenseurs des droits de l'homme disposent désormais d'un instrument juridique. Il s'agit de l'édit portant protection des défenseurs des droits de l'homme qui a été adopté à l'unanimité le 12 novembre par les députés provinciaux du Maniema. Selon l'initiateur de cet édit, les défenseurs des droits de l'homme sont souvent la cible des nombreuses violations et restriction de leurs droits dans l'exercice de leurs fonctions. Il pense que cet instrument leur permettra de travailler en toute quiétude.

Mbanza-Ngungu : les propriétaires des puits d'eau appelés à les couvrir. Les quartiers Loma 1 et 2, sont jonchés de puits d'eau non protégés. Ces puits d'eau, les habitants les creusent dans leurs parcelles et dans des avenues pour boire, arroser leurs cultures, pour des travaux ménagers ainsi que pour la fabrication des briques cuites, et ainsi, pallier le manque de desserte en eau potable auquel ils font face. Selon le président du comité local de gestion des catastrophes de ces quartiers, bon nombre de ces puits ne sont pas construits en dur ni protégés, et cela expose les enfants en particulier et toute la population en général à la mort par noyade. Une séance de sensibilisation des habitants de ce coin sur la protection des puits d'eau y compris les endroits qui ont servis pour la fabrication des briques pendant la saison sèche a été menée de porte en porte.

Beni : le Général de brigade Arthur Nzam prend ses fonctions à la 32^{ème} Brigade réaction rapide. Il remplace à ce poste le Général André Heonza affecté dans le secteur opérationnel Sokola 2 Sud à Uvira (Sud-Kivu).

Le parti politique AENC appelle les Congolais à bannir la haine et la xénophobie. « Tout en condamnant les actes du régime de Kigali, le parti politique Alliance des Elites pour un Nouveau Congo (AENC) exhorte les Congolais à ne pas tomber dans le piège de l'ennemi avec des messages de haine et de xénophobie » L'AENC a par ailleurs encouragé la jeunesse congolaise à s'enrôler massivement dans l'armée pour défendre notre patrie.

Ituri : une accalmie relative s'observe depuis 5 mois à Mahagi. La société civile de Mahagi, attribue cette embellie sécuritaire aux leaders des groupes armés ayant signé l'acte d'engagement pour la paix. Cette accalmie a poussé de nombreux déplacés à retourner dans leurs villages. Un des exemples est la reprise des marchés de Kpandroma et de Ndrele. Les activités socio-économiques ont également repris dans plusieurs localités.

Sud-Kivu : 8 223 cas de diabète recensés au premier semestre 2022. Le ministre provincial de la Santé du Sud-Kivu attribue la recrudescence de cette maladie à l'alimentation malsaine et à la consommation excessive de l'alcool et du tabac. « Nous devons encourager l'activité physique, une alimentation saine ou régime équilibré et décourager la consommation abusive de l'alcool et ainsi que des produits du tabac », a-t-il ajouté.

Bukavu : 3 morts enregistrés dans un éboulement de terre à Kadutu. Le mur d'une maison s'est écroulé sur une maison voisine dont les occupants étaient en profond sommeil, pendant qu'une forte pluie se battait sur la ville de Bukavu. Le corps d'une mère et de ses deux enfants ont été sortis des décombres. La société civile de la commune de Kadutu accuse certains services d'Urbanisme, Habitat et Cadastre d'être à la base de ce drame pour avoir octroyé des titres parcellaires et l'autorisation de bâtir sur des sites non bâtissables.

Nord-Kivu : plus de 100 cas de malnutrition sévère et modérée chez les enfants déplacés à Nyiragongo. « On a enregistré 49 cas de malnutrition aiguë sévère pour les enfants de 6 à 59 mois et on a aussi enregistré autour de 62 cas de malnutrition aiguë modérée de cette tranche d'âge. Mais aussi, il y a des femmes enceintes et allaitantes qui ont un périmètre brachial inférieur à 230 qu'on est en train d'enregistrer ». Les enfants touchés par la malnutrition sévère et modérée reçoivent des suppléments alimentaires. Cependant, les suppléments alimentaires appropriés aux femmes enceintes malnutries ne sont pas disponibles.

Gbadolite : plus de 80 détenus s'évadent de la prison centrale. Les détenus ont bousculé les gardes de la prison lorsqu'ils ont ouvert le portail pour l'évacuation des matières fécales. Sur 157 détenus en place, 83 ont réussi à prendre la poudre d'escampette. C'est alors que la police de garde a ouvert le feu de sommation. Huit fugitifs ont été maîtrisés et deux parmi eux sont morts de leurs blessures. Déjà la police a récupéré dimanche soir 13 évadés, parmi les 75 qui étaient en cavale. La prison centrale de Gbadolite n'est autre qu'un compartiment de l'internat de l'ex-Collège présidentiel du temps du feu le Maréchal Mobutu.

Tanganyika : la SNCC alerte sur les vols à répétition des traverses de rails à Kongolo. « Lorsqu'on commence à voler les traverses, les rails ne seront plus fixés, ils ne vont plus respecter l'écartement ce sera la catastrophe ferroviaire, il y aura un déraillement », s'est plaint le responsable de la gare de Kongolo. Il regrette que les autorités politiques fassent la sourde d'oreille à ses multiples alertes.

Nord-Kivu : plus de 50 véhicules bloqués sur le tronçon routier Nyanzale-Katsiru, territoire de Rutshuru. Le blocage fait suite à la dégradation de cette route. Selon des sources locales, en cette période de pluie, le tronçon Nyanzale-Katsiru, s'est encore très dégradé, rendant la traversée un vrai casse-tête pour des véhicules. Cette situation a un impact négatif sur l'économie et le social de la province du Nord-Kivu.

"Embargo sur les armes" : Christophe Lutundula appelle la population au calme. Alors que certains partis politiques et mouvements citoyens envisage de manifester contre la communauté internationale au sujet de l'embargo sur les armes, le vice-premier ministre des Affaires étrangères, a mis en garde la population face à toute action qui jouerait en faveur de l'ennemi de la RDC. Pour lui, la RDC n'est plus formellement sous embargo. Mais, les restrictions de notification imposée aux vendeurs et aux transporteurs empêchent le gouvernement congolais de s'approvisionner rapidement et facilement en armes.

Ituri : 10 villages de Djugu occupés par le groupe armé Codeco. Les combattants de ce groupe se sont installés précisément dans quatre groupements de la chefferie de Mokambo, à la limite avec le territoire voisin de Djugu. Ils y ont installé une administration parallèle. Ils perçoivent des taxes illégales et collectent des vivres notamment au marché de Terali, à en croire les sources de la société civile de Mahagi. La présence de ce groupe armé est également signalée dans certains villages de chefferies des Anyals, Djukot et de Panduru, et de Walendu Watsi plus précisément au village de Kamatso, qui partage également la limite avec Djugu.

Mardi 15 novembre.

Plus de 800 cas de mariages précoces recensés au Kasai-Central et au Sankuru. « On ne connaît pas les auteurs. Ce sont des enfants issus de viol. C'est une autre problématique aujourd'hui. Au-delà des viols, quel est le sort de ces enfants issus des viols ? Comment peut-on prendre en charge une telle catégorie de vulnérabilité ?

», s'est interrogé le coordonnateur de l'ONG « Enfant Avenir ». Selon lui, cette situation met en difficulté plusieurs jeunes filles qui ne peuvent plus poursuivre leur cursus scolaire. Il a interpellé à cet effet les mineures, « vous avez intérêts à étudier, à terminer votre cycle primaire et secondaire puis poursuivre avec les études universitaires. S'il y a un enseignant, un membre de la communauté qui cherche à abuser de toi, il y a un numéro vert. C'est le 495555. Nous sommes-la, pour vous protéger et remonter l'information à un certain niveau ».

Crise RDC-Rwanda: Uhuru Kenyatta poursuit ses consultations à Kinshasa. L'ancien président du Kenya, Uhuru Kenyatta, désigné facilitateur du processus de Nairobi par la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) a reçu ce 14 novembre à Kinshasa, la classe politique congolaise, notamment les deux chambres du Parlement, ainsi que les représentants de différentes communautés venues du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. L'acteur de la société et point focal du processus de Nairobi au Sud-Kivu dit avoir proposé au facilitateur la mise sur pied d'un groupe de travail : « Parce que, c'est un conflit qui a beaucoup de complexités, qui demande beaucoup d'analyses, beaucoup de lucidité pour accompagner les Congolais et les Etats de la région à aller vers des solutions durables de paix, de stabilité et de développement ». Pour il est temps d'analyser les causes profondes de l'insécurité pour espérer une paix durable dans la région.

COP27 : marche de la RDC pour exiger des « engagements sérieux » des pays pollueurs. Cette marche, qui s'est déroulée à travers les différents stands des délégations à ces assises, avait pour but de pousser les pays pollueurs à prendre des engagements concrets en faveur de la RDC, qui s'affiche comme « pays solution ».

Kinshasa : Vidiye Tshimanga connaîtra son sort le 23 novembre prochain. Le Procès de Vidiye Tshimanga s'est ouvert lundi 14 novembre devant le Tribunal de paix de Kinshasa-Gombe. A l'audience publique de ce lundi, le tribunal a pris le dossier en délibéré sur les exceptions soulevées par la défense. C'est le 23 novembre prochain qu'il va se prononcer sur l'acquiescement ou non de l'accusé.

Walikale : des déplacés en proie à l'activisme des groupes armés à Kisimba et Ikobo. Selon les sources dans la région, depuis le début de ce mois de novembre, peu après le départ des Fardc, cette zone est le théâtre des affrontements entre les milices NDC-Rénové de Guidon et FPP/AP de Kabidon. Les populations se sont réfugiées dans la brousse pour se mettre à l'abri des affrontements entre ces deux groupes armés. « Les miliciens les poursuivent même dans la brousse pour leur ravir des chèvres et autres biens de valeur. Ils subissent même des tortures ». Ils demandent au gouvernement de redéployer les Fardc dans le groupement Ikobo et Kisimba nord.

Kasaï-Central : l'ONG FMMDI forme les jeunes filles sur la participation à la vie politique. « Parmi les modules, il y a par exemple, comment améliorer la situation de la participation de la femme à la vie politique, le cycle électoral, les avantages et les inconvénients de la loi électorale révisée, le renforcement du leadership pour la participation de la femme à la vie politique, le plaidoyer et la communication pour le changement de comportement », a souligné la directrice pays de l'ONG « Femmes main dans la main pour le développement intégral », Cette formation des jeunes filles intervient après celle des femmes leaders des associations, des Églises et des Partis politiques. Après ces formations, des programmes de sensibilisation, d'accompagnement, de coaching et de soutien seront mis en place pour l'implication de la femme dans la politique.

Bunia : des partis politiques de l'opposition et de la majorité s'inquiètent du retard dans la publication du calendrier électoral. Ces politiques se sont exprimés lors d'une rencontre organisée à Bunia par la Monusco, en présence du coordonnateur provincial de la Ceni. Face à ces inquiétudes, le coordonnateur provincial de la Ceni, s'est voulu rassurant. Il a précisé que plusieurs activités sont en cours pour la tenue des élections de 2023 dans le délai légal. Pour lui, il est important à ce stade de se focaliser sur la sensibilisation de la population à l'enrôlement qui permettra à la province d'avoir beaucoup de sièges à l'Assemblée nationale.

Butembo : l'ONG FEPSI sensibilise la population sur la prévention du diabète. Cette sensibilisation a été menée autour du thème « Le diabète : éduquer pour protéger l'avenir ». A cette occasion, l'organisation dénommée « Femmes Engagées pour la Promotion de la Santé Intégrale », a procédé au dépistage gratuit d'une centaine des participants présent à cette activité, tenue dans l'enceinte de sa structure sanitaire portant le même nom. Cette activité communautaire de FEPSI a été appuyée par l'organisation AMUKA Belgique.

Modeste Mutinga appelle à la mobilisation des ressources pour répondre aux urgences humanitaires dues au conflit. Le ministre des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité, a précisé qu'en prévision de la campagne officielle qui sera lancée par le Premier ministre, tous les fonds récoltés seront gérés par la Caisse de solidarité nationale et de gestion des catastrophes. « Les dons récoltés serviront à la construction d'abris durables dans le cadre de relèvement socio-économique, en faveur des personnes déplacées internes, à la réhabilitation

des écoles dans les milieux affectés par le conflit, au Nord-Kivu, en Ituri et dans l'espace Grand Bandundu ». Ces dons permettront aussi de réhabiliter des centres de santé et fournir des médicaments à 500 000 ménages des personnes déplacées internes se trouvant dans des centres collectifs d'hébergement.

Kinshasa : plaidoyer pour le paiement des magistrats réhabilités. Me Willy Wenga avocat au barreau de Kinshasa/Gombe et expert en question, estime que le ministère du Budget doit prendre en compte les différentes correspondances du Conseil supérieur de la magistrature pour que ces magistrats soient rémunérés en attendant leurs affectations. Il estime que le blocage, se situe au niveau du Budget.

Nord-Kivu : Kibumba toujours sous le feu des combats Farde-M23. Toute la matinée de ce mardi, les combats se sont poursuivis pour le cinquième jour consécutif. Selon plusieurs sources, les rebelles tentent à tout prix de prendre le contrôle du groupement Kibumba, entité stratégique du territoire de Nyiragongo. Du côté du territoire de Rutshuru, un calme précaire est signalé sur l'axe Kalengera-Tongo, à l'entrée de la chefferie de Bwito, après les violents combats de lundi 14 novembre. **Nord-Kivu : intensification des combats entre Farde et M23 vers Kibati.** Depuis 15 h ce mardi, une panique s'est emparée des populations civiles dans les villages de Kanyarutshinya et Munigi, qui se vident de leurs habitants. La plupart des déplacés affluent vers la ville de Goma. Les déplacements sont consécutifs au retrait des FARDC de la zone de combat. Plusieurs sources évoquent la prise de Kibumba par des rebelles, depuis 11 h, ce mardi. Les rebelles qui avanceraient déjà vers Kibati, attestent-elles. Du côté du territoire de Rutshuru, certaines sources font état de l'occupation de Tongo par les rebelles du M23, sans combats depuis ce mardi dans la journée. **Général Constant Ndima : « L'armée fait encore face au M23 dans les hauteurs de Kibumba ».** Il a fait cette mise au point au regard des rumeurs faisant état de la prise de Kibumba et de la présence des rebelles dans la ville de Goma. Le général Constant Ndima, assure que "les forces loyalistes se comportent très bien sur le terrain des opérations et contiennent l'ennemi dans les hauteurs de Kibumba". Toutefois, il demande à ses administrés de rester vigilants et de résister à l'ennemi.

Lualaba : le territoire de Lubudi est dans le noir depuis 2 mois. Selon la société civile, cette situation est due au vol des câbles électriques par des inciviques. Ces câbles ont été emportés à Kansensya et dans la chefferie de Manzangule. Seuls ceux qui ont des groupes électrogènes et l'énergie à panneaux solaires jouissent de l'éclairage.

Maniema : la campagne "zéro antivaleurs" se poursuit dans toutes les écoles et bureaux gestionnaires. Dans chaque école, le directeur de la province éducative/ Maniema, sensibilise les élèves, les enseignants et la direction scolaire sur le code de bonne conduite du personnel Enseignant et la lutte contre les antivaleurs en milieu scolaire. Cette campagne vise à contribuer efficacement au redressement du système éducatif, à la consolidation et pérennisation de la gratuité de l'enseignement. Les écoles sensibilisées s'engagent à pérenniser cette lutte.

Kinshasa : l'Ecidé dénonce les violences sur ses membres à l'accueil de Martin Fayulu à l'aéroport de Ndjili. « Nous avons été molestés et tabassés avant et après notre départ de l'Aéroport ». La police de Kinshasa, rappelle que ce rassemblement a été interdit par l'autorité urbaine de Kinshasa et ses organisateurs en ont été informés.

Nord-Kivu : MSF/Belgique fournit de l'eau potable aux déplacés de Kanyaruchinya. Depuis l'arrivée des milliers des déplacés, il y a quelques semaines, fuyant la guerre dans le territoire de Rutshuru, MSF a plus que triplé l'approvisionnement pour répondre aux besoins des déplacés. La zone où sont installés les milliers de déplacés n'a pas de cours d'eau. Même les autochtones avaient du mal à trouver de l'eau potable. Le responsable logistique chez MSF assure qu'ils sont passés à 200 mille litres par jour sur six sites avec des camions qui font des rotations en continue pour être sûrs que les infrastructures sont toujours approvisionnées en eau.

Kwilu : plus de 3000 déplacés vivent dans des conditions déplorables à Bagata. Ces déplacés de Kwamouth sont au total plus de 560 ménages soit 3.054 déplacés, répartis dans les sites de Fatundu, Misay, Facila et de Fambondo. L'administrateur du territoire déplore la précarité dans laquelle vivent ces personnes.

Kikwit : hausse du prix des produits agricoles. Le prix d'un sac de maïs a doublé, passant de 120 000 à 240 000 FC (120 USD). Le sac de manioc est passé de 45 000 à 100 000 FC (50 USD). Un bidon d'huile de palme de 25 litres qui se vendait à 25 000 FC se négocie actuellement à 35 000 FC, etc. Cette situation est causée notamment par l'état de délabrement très avancé des routes de desserte agricole devant desservir cette ville en ces produits agricoles. « La vie est devenue intenable, le maïs et le manioc sont devenus trop chers, vraiment ça ne va pas ».

Uhuru Kenyatta attendu à Goma. L'ancien dirigeant kenyan arrive à Goma dans un contexte particulier caractérisé par une intensification des combats entre les FARDC et les rebelles du M23 qui s'approchent de plus en plus du chef-lieu de la province. Uhuru Kenyatta a bouclé sa mission à Kinshasa lundi 14 novembre. Il devrait poursuivre des consultations avec divers acteurs à Goma.

Reagan Dibwesa: « Exprimer la solidarité aux écrivains en prison, c'est un pas vers la liberté d'expression».

C'était à l'occasion de la journée mondiale des écrivains en prison. Pour les écrivains de Beni, cette journée a une grande valeur car elle permet la liberté de circulation des idées à travers le monde par les écritures. « C'est une journée qui nous permet de promouvoir une littérature sans frontière. Parce que les écrivains mais aussi les journalistes, sont un objet de poursuite à cause de leurs idées qu'ils mettent par écriture », a affirmé le chercheur écrivain, Reagan Dibwesa Lembi. D'après lui, l'instauration de cette journée est une manifestation de la promotion de la liberté d'expression.

Nord-Kivu : des milliers de déplacés sans assistance humanitaire à Bwito. Le parlement de jeunes de Bwito, déplore le calvaire que traversent ces déplacés, qui n'ont aucune assistance humanitaire depuis leur arrivée il y a environ un mois. Ils sont éparpillés dans les villages de sept groupements que compte la chefferie de Bwito. A Kibirizi, la majorité des déplacés n'ont pas d'abris et passent nuit à la belle étoile sous les intempéries. D'autres sont cantonnés dans les églises de la place et dans des familles d'accueil, qui sont elles aussi affectées par la guerre.

Kinshasa : le Sénat examine la loi sur le blanchiment des capitaux, financement du terrorisme et prolifération des armes de destruction massive. Votée à l'Assemblée nationale le 1^{er} novembre, cette loi rencontre, à hauteur de 50 %, les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi que de l'apport des experts de la Cellule des renseignements financiers du ministère des Finances et de la Banque centrale. Cette loi prévoit plusieurs sanctions dont « des mesures conservatoires telle que la saisie et le gel des biens et avoirs appartenant aux personnes physiques ou morales impliquées comme auteurs et co-auteurs d'infractions prévues par la présente loi ».

RDC : 3,8 millions USD du Japon pour renforcer la police de proximité à Kinshasa et au Tanganyika. Selon le Chef de Mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ce projet s'inscrit dans le cadre de la réforme de la Police nationale congolaise (PNC). Dans la province du Tanganyika, il consistera, notamment à construire un centre de formation, un commissariat et quatre sous-commissariats, à doter la PNC de moyens de transport et de transmission, des mobiliers de bureau et de outils informatiques ainsi qu'à appuyer la formation des policiers en police de proximité. Pour la ville-province de Kinshasa, ce projet a programmé la construction d'un commissariat et de cinq sous-commissariats. A cela s'ajoute la fourniture des moyens de transport et de transmission radio et l'équipement en matériel informatique et de mobiliers de bureau.

